

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix –Travail – Patrie

\*\*\*\*\*

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEURE

\*\*\*\*\*

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

\*\*\*\*\*

ECOLE NORMALE SUPERIEURE  
D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE D'EBOLOWA

\*\*\*\*\*

BP : 886 EBOLOWA

\*\*\*\*\*

DEPARTMENT DE L'INNOVATION DES  
TECHNIQUES COMMERCIALES ET DE  
L'INDUSTRIALISATION



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace –Work –Fatherland

\*\*\*\*\*

MINISTRY OF HIGHER EDUCATION

\*\*\*\*\*

UNIVERSITY OF YAOUNDE I

\*\*\*\*\*

HIGHER TECHNICAL TEACHERS'  
TRAINING COLLEGE OF EBOLOWA

\*\*\*\*\*

P.O. BOX : 886 EBOLOWA

\*\*\*\*\*

DEPARTMENT OF INNOVATION  
COMMERCIAL TECHNICS AND  
INDUSTRIALIZATION

## DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Mémoire De Fin D'étude En Vue De L'obtention Du Diplôme Des Professeurs  
D'enseignement Technique De Second Grade (DIPET II)

OPTION : ECONOMIE

Rédigé et soutenu par :

ENGOUME MOMEKEM Lydienne Sandrine

Matricule :19W1105

Sous la Direction de :

Dr NVUH NJOYA Youssouf

Chargé de cours



*Année académique 2020-2021*



**AVERTISSEMENT**

**L'Université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation ou implications aux opinions de ce mémoire. Celles-ci doivent être considérées comme propre à leur auteur.**

## SOMMAIRE

AVERTISSEMENT.....	i
SOMMAIRE .....	ii
DEDICACE.....	iii
REMERCIEMENTS.....	iv
LISTE DES ABREVIATIONS .....	v
LISTE DES GRAPHIQUES .....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
RESUME .....	viii
ABSTRACT .....	ix
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PARTIE 1: GENERALITES SUR LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT .....	11
CHAPITRE 1 : APPROCHE CONTEXTUELLE DU DEVELOPPEMENT FINANCIER .....	12
SECTION 1 : CONCEPT DE DEVELOPPEMENT FINANCIER.....	12
SECTION 2. CONCEPT ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT .....	17
CHAPITRE 2: RELATION ENTRE LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT .....	22
SECTION 1 : LES DETERMINANTS DU DEVELOPPEMENT FINANCIER .....	22
SECTION 2 : TRAVAUX EMPIRIQUES .....	25
PARTIE 2: DEMARCHE EMPIRIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT .....	31
SECTION 1 : LA POSTURE EPISTEMOLOGIQUE DE LA RECHERCHE.....	32
SECTION2 : DEFINITION DES VARIABLES, PRESENTATION DU TEST DES HYPOTHESES ET DE LA METHODE D'ESTIMATION.....	34
CHAPITRE 4: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS ET DES RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE DE L'EFFET DU DEVELOPPEMENT FINANCIER SUR L'ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT.....	42
SECTION 1 : PRESENTATION ET ANALYSE DESCRIPTIVES DES RESULTATS.....	43
SECTION 2. ESTIMATION ECONOMETRIQUE DES MODELES DE NOTRE RECHERCHE. ..	45
CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS .....	55
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	xi
TABLE DES MATIERES.....	xiv

**DEDICACE**

**A MES PARENTS**

## **REMERCIEMENTS**

Nos paroles ne sauraient combler tous les apports multiples de ces intervenants. Mais malgré tout, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'égard de ces derniers, non seulement pour la rédaction de ce travail mais aussi pour notre épanouissement intellectuel et moral.

Nous adressons nos sincères remerciements à :

- Mon Directeur de mémoire le docteur NVOUH NJOYA Youssouf pour la qualité de son encadrement et la transmission des principes de recherche scientifique, c'est avec son concours que ce travail a pu être terminé.
- Madame le Directeur de L'ENSET D'EBOLOWA le professeur NDJAKOMO ESSIANE Salomé pour ces précieux conseils et tout le personnel administratif et enseignant pour leur encadrement
- Mon chef de Département le Dr SAMBA MICHEL ;
- Ma mère, je lui dois une attention particulière pour son précieux soutien ;
- L'endroit de mes parents M. et Mme TEKEU pour leur soutien, leur guide et leur pertinence dans mon éducation.
- L'endroit du couple MBANG pour leur soutien et leur accompagnement
- L'endroit de tous mes frères et sœurs qui ont participé d'une manière ou d'une autre à la rédaction de ce mémoire qu'ils éprouvent ici l'assurance de mes sentiments distingués ;
- Tous ceux dont les noms n'ont pas été cités qui m'ont assisté d'une manière ou d'une autre.
- Toute la troisième promotion de l'ENSET d'Ebolowa notamment la filière Economie pour l'ambiance et les moments partagés ensemble, et à tous ceux qui de près ou de loin ont participé d'une manière ou d'une autre à la réalisation de ce mémoire.

## LISTE DES ABREVIATIONS

Sigle	Libellé
<b>OCDE</b>	organisation de coopération de développement économique
<b>BIT</b>	Bureau international du Travail
<b>CAS</b>	Centre Africain des Statistiques
<b>AFRISTAT</b>	l'Observatoire Économique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne
<b>SCN</b>	le Système de Comptabilité des Nations Unies
<b>CIST</b>	la Conférence Internationale des Statisticiens du Travail
<b>DSNU</b>	la Division de Statistique des Nations Unies
<b>UPI</b>	d'unités de production informelles
<b>IDH</b>	l'indice de développement humain
<b>IPH</b>	l'indicateur de la pauvreté humaine
<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>OIT</b>	Organisation international du Travail
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>PAS</b>	programmes d'ajustement structurel.
<b>ONG</b>	Organisations Non Gouvernementale
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>l'ONU</b>	Organisations des nations unis
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>FMI</b>	Fond monétaire internationale
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>V.D</b>	Variable dépendante
<b>V.I</b>	Variable indépendante
$\alpha$	Seuil de signification
<b>E</b>	échantillon
$<$	inferieure
$>$	supérieure
<b>=</b>	égale

**LISTE DES GRAPHIQUES**

**Graphique 1** : évolution entre FID et L'économie informelle..... 43  
**Graphique 2** : L'évolution entre FIA et L'économie informelle ..... 44  
**Graphique 3** : évolution entre FIE et L'économie informelle ..... 45

## **LISTE DES TABLEAUX**

\_Toc74580835

<b>Tableau n°1</b> : Identification des variables .....	34
<b>Tableau n°2</b> : description de la variable .....	35
<b>Tableau n°3</b> : Estimation du modèle à effets fixes .....	46
<b>Tableau 4</b> : résultats de l'étude du modèle du GMM en système .....	49

## **RESUME**

L'objectif de notre travail est d'apprécier le rôle de développement financier dans la réduction de l'économie informelle dans les pays en développement. Pour y parvenir, nous avons estimé par les méthodes des moments généralisés (GMM) pour déterminer les indicateurs du développement financier qui réduisent l'économie informelle dans les pays en développement. Les données retenues pour cette étude portent sur un panel de 35 pays en développement observés entre 2003 et 2019. Dès lors il en résulte que, L'économie informelle dans les pays en développement est plus expliquée par la variable, la Profondeur des institutions financières (FID) et l'Accès des institutions financières (FIA) et elle est moins expliquée par par la variable : Efficacité des institutions financières (FIE).

**Mots clés** : développement financier, l'économie informelle, GMM, pays en développement.

**ABSTRACT**

The objective of our work is to assess the role of financial development in reducing the informal economy in developing countries. To achieve this, we use the Generalized Methods of Moments (GMM) to determine the indicators of financial development that reduce the informal economy in developing countries. The data used in this study covers a panel of 35 developing countries observed between 2003 and 2019. As a result, the informal economy in developing countries is more explained by the variable, Depth of Financial Institutions (DFI) and Access of Financial Institutions (AFI) and less explained by the variable: Efficiency of Financial Institutions (EFI).

Keywords: financial development, informal economy, GMM, developing countries.

## **INTRODUCTION GENERALE**

### **1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE.**

L'économie informelle, à savoir les activités qui ont une valeur marchande et qui contribueraient aux recettes fiscales et au PIB en étant déclarées, est un phénomène mondial. Selon l'organisation internationale du travail (OMI, 2020), environ 2 milliards de travailleurs, soit 60 % de la population active mondiale âgée de 15 ans et plus, passent au moins une partie de leur temps dans le secteur informel. La taille de l'économie informelle décroît lentement, dans le sillage du développement économique, mais de façon très hétérogène selon les régions et les pays. Aujourd'hui, le secteur informel représente encore un tiers de l'activité économique des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire, contre 15 % dans les pays avancés (L. Medina et F. Schneider, 2020).

L'informalité, qui englobe un large éventail de situations dans et entre les pays, prend racine pour des raisons diverses. D'un côté, certains individus et certaines entreprises restent en dehors de l'économie formelle afin d'échapper à la fiscalité et aux cotisations sociales, ou aux obligations de conformité liées aux normes et aux licences. Cette facette correspond à la vision répandue mais erronée voulant que l'économie informelle se résume à des « tricheurs » cherchant à éviter de payer des impôts (Corinne Deléchat et Leandro Medina, 2020).

De l'autre, certains trouvent dans les activités informelles un filet de sécurité. Ils ne disposent pas de l'instruction et des compétences requises pour les emplois formels, ou ils sont trop pauvres pour accéder aux services publics et financiers. La grande ampleur du travail informel et sa forte persistance, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, sont de plus en plus reconnues comme des obstacles au développement durable (Corinne Deléchat et Leandro Medina, 2020).

Les entreprises informelles n'entrent pas dans la base d'imposition et sont généralement de petite taille, avec une faible productivité et un accès limité aux financements. Par conséquent, les régions ou pays aux secteurs informels très développés n'atteignent pas leur potentiel de croissance économique. Les travailleurs informels sont davantage susceptibles d'être pauvres, car ils n'ont ni contrats ni protection sociale et sont généralement moins instruits (Corinne Deléchat et Leandro Medina, 2020).

L'informalité constituant une riposte à des caractéristiques et institutions propres à chaque pays, il n'existe pas de remède universel. Les vastes études et expérimentations

menées dans les pays en développement et les pays avancés ont dégagé des principes directeurs communs pour l'élaboration des mesures à adopter (Corinne Deléchat et Leandro Medina, 2020). Quatre types de mesures se sont révélés efficaces :

- *L'amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité de l'enseignement est sûrement le levier le plus puissant pour réduire l'économie informelle.* Les réformes de l'éducation destinées à promouvoir un accès équitable et à maintenir les élèves dans le circuit scolaire jusqu'à la fin du cycle secondaire (couplées à une large palette de formations techniques et professionnelles) jouent un rôle particulièrement important.
- *Il convient d'éviter que le système fiscal, de par sa conception, incite involontairement les individus et les entreprises à rester dans le secteur informel.* Il est reconnu qu'une simplification de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'impôt sur les sociétés (avec peu ou pas d'exonérations ou de niches), assortie de baisses des taux, ainsi que des impôts sur les salaires peu élevés réduisent l'informalité. Les dispositifs de protection sociale, notamment la progressivité de l'impôt sur le revenu et la protection des plus pauvres, contribuent à harmoniser la distribution des revenus.
- *Les mesures favorisant l'inclusion financière en développant l'accès à des services financiers formels (ou fournis par des banques) peuvent être efficaces.* Le manque d'accès aux financements est un gros frein pour les entreprises et chefs d'entreprise du secteur informel, car il entrave la productivité et la croissance de leur activité. Les pays disposant d'un meilleur accès aux financements affichent généralement une croissance plus rapide et moins d'inégalités de revenu.
- *Un train de mesures structurelles peut contribuer à renforcer les incitations en faveur de la formalisation et à abaisser son coût.* La réglementation du marché du travail peut être simplifiée afin d'en améliorer la flexibilité et de faciliter l'intégration dans le secteur formel. La politique de la concurrence peut ouvrir des portes à de petites entreprises dans certains secteurs en supprimant les monopoles. L'élimination de réglementations et de formalités administratives excessives peut aussi aider.

Les plateformes numériques, notamment les transferts mobiles de l'État en faveur de la population, peuvent favoriser la croissance inclusive en intégrant les individus sans compte dans le système bancaire, en facilitant l'autonomisation financière des femmes, et en aidant les petites et moyennes entreprises à se développer dans le secteur formel.

Le concept économie informelle revêt plusieurs définitions avec les différents auteurs selon le secteur de la vie sociale auquel on peut l'appliquer selon P. Hugon(2018)<sup>1</sup> l'économie informelle est un secteur regroupant des unités de productions ou la production est effectuée à petite échelle, le capital avancé est faible, le salariat limité, mais où il y a vérité des biens et des services. Nous pouvons encore définir cette même économie avec G.B. Gelinas(2020)<sup>2</sup> comme un ensemble d'unités d'intermédiation financière de production des biens à des services de commercialisation qui échappe à tout contrôle de l'Etat dans leurs activités.

Pour rendre notre travail plus explicite nous définissons encore l'économie informelle avec Sethuraman<sup>3</sup> quand à lui l'économie informelle est composée des petites unités s'occupant de produire et de distribuer des biens et services et ayant pour finalité essentielle de créer des emplois aux participants à l'entreprise et de leur assurer un revenu, bien que ces unités soient limitées sur le plan du capital matériel et humain et sur celui du savoir-faire.

Dans les théories économiques, le développement financier (DF) est considéré comme un moteur essentiel du développement économique (par ex. King et Levine, 1993). Il joue un rôle essentiel dans le transfert de fonds et la fourniture de services financiers (Levine, 1999), qui sont également cruciaux pour l'économie informelle (Berry, 2000).

La littérature précédente a confirmé que le développement financier (DF) a un impact positif sur le développement économique grâce à ses contributions positives aux activités économiques (Pradhan et al., 2018) réalisées en la réduction des contraintes financières (Al Mamun et al., 2018). En d'autres termes, la littérature sur l'économie informelle soutient que le développement financier (DF) est une composante importante du cadre institutionnel global (Blackburn et al., 2012).

Composante importante du cadre institutionnel global (Blackburn et al., 2012), contribuant à fournir des fonds financiers (ou un accès financier) aux activités économiques officielles financiers (ou accès financier) pour les activités économiques officielles. En outre, le développement financier (DF) permet de contrôler les transactions économiques des transactions économiques à des fins de collecte d'impôts (Berdiev et Saunoris, 2016) et, par conséquent, augmente le coût d'opportunité de l'activité dans le secteur informel, ce qui induit une augmentation de l'emploi.

---

<sup>1</sup> HUGON, P., « Economie du tiers monde » Ed. L'Harmattan, 2018, p. 112.

<sup>2</sup> GELINAS G.B., « Et si le tiers monde s'autofinçait » Ed. Dunod, Paris 1987, p.147

<sup>3</sup> SETHURAMAN cite par le prof. Dr Mutombo, K. « Mutations économiques » de l'économie informelle, à l'économie informelle rurale, Thèse de Doctorat, 2017, p.37

. Ainsi, le développement des secteurs financiers peut réduire la taille de l'économie informelle (Berdiev et Saunoris, 2016). Cependant, il existe des études qui sont limitées concernant les autres directions et dimensions de cette relation.

Les études précédentes s'intéressent principalement à des indicateurs simples du développement financier (DF), tels que l'offre de crédit, dans leurs enquêtes empiriques (Rashid Khan et al., 2019). Néanmoins, ces indicateurs représentent probablement la profondeur des institutions financières ; cependant, le développement financier (DF) a différentes natures et dimensions, à savoir la profondeur financière, l'accès financier et l'efficacité financière, qui devraient chacune être prises en compte.

L'efficacité financière, chacune d'entre elles devant être explorée séparément (Svirydzenka, 2016). Svirydzenka (2016) a mis en évidence deux acteurs principaux dans les systèmes financiers : les institutions financières (c'est-à-dire les banques, les compagnies d'assurance, les fonds, les sociétés de capital-risque...). Et d'autres types d'institutions financières non bancaires) et les marchés financiers (c'est-à-dire les marchés boursiers, les marchés obligataires, les marchés monétaires de gros et les marchés dérivés traditionnels). Marchés monétaires et les prêts bancaires traditionnels) ; ces institutions jouent des rôles différents dans les activités économiques.

Heureusement, la nouvelle base de données de Svirydzenka (2016), qui comprend neuf indicateurs incluant trois dimensions (profondeur financière, l'accès au financement et l'efficacité financière) de deux sous-secteurs (les institutions financières et les marchés financiers), offre une marge de manœuvre pour une étude empirique plus approfondie de l'impact du développement financier (DF) sur L'économie informelle. Plus important encore, cette étude est probablement la première tentative pour d'examiner l'impact de la profondeur financière, de l'accès financier et de l'efficacité financière des institutions financières et des marchés financiers, respectivement, sur L'économie informelle.

## **2. PROBLEMATIQUE.**

Les études rassemblées dans Cling *et al.* (2012) considèrent ainsi le secteur informel comme « l'ensemble des entreprises individuelles non agricoles et non enregistrées, qui produisent des biens et services pour le marché » (p. 7). Par ailleurs, si ce secteur est défini en fonction des caractéristiques des unités de production, il doit, à ce titre, être distingué de l'emploi informel, qui correspond aux travailleurs sans contrat écrit ni assurés d'une protection sociale dans les firmes formelles et informelles.

Enfin, une distinction importante doit être établie entre économie informelle et économie illégale. Ce détail essentiel fut mis en avant par le représentant du Kenya lors de la Conférence du CIST en 1987, lorsqu'il critiqua le terme *moonlightning*, qui sous-entendait que les activités étaient réalisées dans l'ombre (Charmes 2002). Or, elles ont lieu en plein jour, contrairement à l'économie criminelle. Il faut tenir compte de la nature du produit final qui, dans le secteur en question, est parfaitement licite et ne doit s'assimiler, en aucun cas, au marché noir de drogues et d'armes.

Si l'utilisation récurrente du terme « secteur informel » suggère une certaine homogénéité de cet ensemble, il est en réalité extrêmement hétéroclite et multiforme. On ne peut nier des traits de ressemblance et quelques faits stylisés tels que les soulignent les définitions. Dans ce secteur décrit comme « microcapitaliste » (Morice 1982), les travailleurs ont, en effet, le plus souvent un faible niveau de qualification, de mauvaises conditions de travail et des revenus insuffisants pour répondre à leurs besoins essentiels. Tous les secteurs d'activités y sont représentés, mais les différentes études font état d'une prédominance du secteur tertiaire (commerce et services).

Le lieu d'exercice, la taille et le niveau d'organisation sont beaucoup plus hétérogènes au sein d'une commune, mais également entre les différentes localités, et d'autant plus d'un pays à l'autre.

Les origines et les causes de l'informalité peuvent, elles aussi, varier. La littérature développée depuis plus de 30 ans sur l'informel a conduit à un constat relativement partagé sur la coexistence, au sein de ce « secteur », d'activités de subsistance conduites par nécessité (survie dans un contexte de pauvreté, exclusion du formel) et de véritables entrepreneurs saisissant les opportunités offertes par l'informalité (choix volontaire, exit) (Backiny-Yetna 2009).

Du côté du segment inférieur, majoritaire, se concentrent une part importante d'auto entrepreneurs, des travailleurs plutôt jeunes et peu qualifiés. Ce segment est davantage un refuge en l'absence d'emploi dans le secteur formel : les plus pauvres créent leurs propres entreprises plus par défaut que par choix. Du côté du segment supérieur, minoritaire en nombre, se trouvent notamment les petits patrons de micro et de petites entreprises, dont les revenus sont souvent supérieurs au salaire minimum en vigueur, voire au salaire moyen dans le secteur formel (Charmes 2009). Ils ont des caractéristiques sociodémographiques inverses de celles du précédent segment.

Ce « gros informel », tel que le qualifient Benjamin et Mbaye (2012) dans leur étude du secteur informel en Afrique de l'Ouest, se retrouve notamment dans l'import-export, le

commerce de gros et de détail, le transport et la construction. Si, sur le plan des indicateurs de performance, ces entreprises ne diffèrent guère de leurs homologues du secteur formel, sur le plan des méthodes de gestion et de leur organisation, elles se rapprochent plus de celles du « petit informel ». Cette vision dualiste masque très probablement une multi segmentation bien plus complexe (Fields 2005). Des travaux structuralistes, qui voient l'informalité comme une réponse à une situation de crise, soulignent l'existence d' « entrepreneurs exploités et dépendants », insérés dans les réseaux de sous-traitances des entreprises formelles (Portès *et al.* 1989).

Dans un autre registre, Grimm *et al.* (2012) identifient dans le secteur informel urbain ouest-africain un segment intermédiaire qui parvient à atteindre de hauts niveaux de productivité avec peu ou pas de capital (« constrained gazelles »). On constate donc un continuum de situations avec des motivations complexes, mêlant nécessités et opportunités. Finalement, la structure de l'informel dépend beaucoup des barrières à l'entrée et à la mobilité au sein de l'informel et vers le secteur formel. Ces barrières peuvent être financières (accès au capital et capacités d'accumulation) ou sociales (influence des réseaux sociaux et des communautés).

Pour ce qui est de la taille et la nature de l'économie informelle, Comme il n'est pas possible d'observer directement l'économie informelle, son ampleur doit être estimée. Les publications sur le sujet proposent globalement trois méthodes : les estimations directes à partir d'enquêtes, les estimations indirectes à partir d'un indicateur de l'économie informelle (consommation d'électricité ou demande de monnaie, par exemple) et les modèles paramétriques.

Le système financier décentralisé peut donc constituer un palliatif intéressant permettant aux populations les plus modestes d'être intégrées dans le processus d'acquisition des services financiers, d'en bénéficier afin d'améliorer leurs conditions de vie (MINAGRI, 1997). L'émergence des établissements de microfinance dans la plupart des pays en développement (Yaron, 1992) et en particulier au Cameroun favorise un accès plus large au crédit pouvant permettre une meilleure accessibilité des ruraux aux services financiers.

Une analyse favorable à cette émergence a été soulignée par Fry (1995) présente pourquoi les banques qualifiées « d'indigène » ont mieux réussi auprès des pauvres que les banques dites « modernes ». Le caractère du crédit pratiqué par les établissements financiers semi formels ou établissements de microfinance dans les pays en développement est double : (1) les crédits productifs repartis principalement entre l'agriculture et le commerce ; (2) les

crédits non directement productifs répartis entre l'éducation, la santé et les investissements non productifs.

Levine (2005), établie les canaux financiers ou les intermédiaires financiers dans les pays en développement et les structure entre autre autour des banques commerciales, la banque centrale, les fonds d'investissements, les compagnies d'assurance, les caisses de retraite, les autres institutions financières (ou banques d'affaires),

En termes de performance, l'on note que les établissements de microfinance ont un impact encore réduit sur l'économie camerounaise autant en termes de dépôts que de crédits. En effet, le volume de dépôts et parts sociales collectées représente 3,2% de l'ensemble des dépôts présents dans les banques du pays. Hors le réseau CAMCCUL, ce taux ne représente que 0,7%. En ce qui concerne la part des crédits, l'encours des systèmes financiers décentralisés représente 2% de la masse de crédits à l'économie du Cameroun et hors CAMCCUL cet impact se réduit à 0,3%.

Cette participation assez modeste de ces établissements financiers nous amène à nous interpellier sur la question de l'amélioration de la disponibilité des services financiers dans le contexte Camerounais et son impact réel dans la vie des populations pauvres.

Car la coexistence du système de tontines, des établissements microfinance et de quelques banques commerciales permet le renforcement des capacités d'action et d'intervention du secteur financier dans le processus d'accumulation du revenu en milieu rural. Néanmoins, le développement du secteur financier ne laisse en aucune mesure signifier que le mécanisme d'allocation d'épargne aux investissements productifs s'effectue sans la moindre difficulté. Il est souligné l'existence d'un bon nombre de contraintes qui peuvent contribuer à identifier si une personne est discriminée dans l'accès aux crédits ou pas et quels sont les facteurs marginalisant leur accès aux crédits ?

### **2.1. Question principale.**

Des lors, l'on a la question : **le développement financier réduit-t-il la taille de l'économie informelle dans les pays en développement ?**

### **2.2. Questions secondaires.**

QS2 : la profondeur financière a-t-elle un effet sur l'économie informelle dans les pays en développement?

QS1 : l'accès financier et efficacité financière ont-ils une influence sur l'économie informelle dans les pays en développement?

### **3. OBJECTIF DE L'ETUDE.**

Il est question de présenter l'objectif général et les objectifs spécifiques de l'étude.

#### **3.1. Objectif Général**

L'objectif de notre travail est d'apprécier le rôle de développement financier dans la réduction de l'économie informelle dans les pays en développement.

#### **3.2. Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques de l'étude sont :

- Vérifier l'effet de la profondeur financière sur de l'économie informelle dans les pays en développement.
- Vérifier l'effet de l'accès financier et efficacité financière sur l'économie informelle dans les pays en développement.

### **4. HYPOTHESES DE RECHERCHE**

Les hypothèses constituent donc les soubassements, les fondations préliminaires de ce qui est à démontrer ou à vérifier sur le terrain. Une hypothèse est en quelque sorte une base avancée de ce que l'on cherche à prouver. C'est la formulation proforma de conclusions que l'on compte tirer et que l'on va s'efforcer de justifier et de démontrer méthodiquement et systématiquement.

#### **4.1. Hypothèse Générale de Recherche**

Le développement financier a un effet sur l'économie informelle dans les pays en développement.

#### **4.2. Hypothèses Spécifiques de Recherche**

Pour aborder cette problématique, nous allons examiner les hypothèses spécifiques suivantes :

**Hypothèse 1 (H1) : la profondeur financière a un effet sur l'économie informelle dans les pays en développement.**

**Hypothèse 2 (H2) : l'accès financier et efficacité financière ont une influence sur l'économie informelle dans les pays en développement.**

## **5. L'INTERET DE L'ETUDE**

D'après le dictionnaire Larousse un intérêt se définit comme « ce qui est important, utile profitable à quelqu'un ». Notre intérêt pour cette étude est motivé par des raisons réparties en 03 volets principaux :

### **5.1. Sur le plan pratique**

Le Cameroun en dépit des paradoxes de la restructuration bancaire, se présente aujourd'hui comme un pôle d'émergence à moyen terme en Afrique. Certes, son niveau de développement financier tend à se consolider en dépit d'un net ralentissement de l'intégration financière. Dès lors, penser à ériger une véritable inclusion financière est loin d'être une simple vue de l'esprit.

### **5.2. Sur le plan fondamental**

Le lien entre le développement financier et l'économie informelle au Cameroun suscite depuis plus d'un demi-siècle un intérêt évident dans la recherche économique. La nécessité d'appréhender un tel lien pourrait se justifier par le fait que le Cameroun est un pays pauvre caractérisé d'une part, par un système financier très peu développé qui n'est pas à l'abri des crises et d'autre part, par des besoins de financement avérés surtout dans le secteur primaire. Les faibles résultats des différentes stratégies de développement qui jusque-là ne prévoient pas clairement un plan de développement financier ;

Une fois l'intérêt de notre travail dévoilé, nous allons présenter la méthodologie de notre mémoire.

## **6. Cadre méthodologique**

Il s'agit de présenter la description et source des variables, la méthode d'estimation.

### **6.1. Description et source des variables**

Ainsi, les variables susceptibles d'expliquer l'économie informelle dans les pays en développement ou variables de l'échantillon sont libellés de la manière suivante :

**Variable dépendantes :** L'économie informelle dans les pays en développement

**Variables indépendantes lié au développement financier :** Profondeur des institutions financières (FID), Accès des institutions financières sur la rente totale (FIA) et Efficacité des institutions financières (FIE).

**Variables indépendantes de contrôle :** Indice globale des institutions financières (FD\_FI), Masse monétaire(MM), Créanciers privés(CREP), Epargne(EPA), Prêts bancaire(PREB), Investissement (IPRIVEE), crédit domestique (CRED), Ouverture commerciale (OUVCOM), taux de change effectif réel (REC) et enfin taux d'inflation(INFL).

## **6.2. Méthode d'estimation.**

La Méthode d'estimation en données de panel dynamique est retenue dans notre travail, en effet, La détermination de l'estimateur GMM dépend de la validité de l'hypothèse selon laquelle les termes d'erreur ne sont pas auto corrélés et de la validité des variables instrumentales utilisées. Pour s'assurer de l'absence d'autocorrélation des termes d'erreur et de la validité des instruments utilisés, Blundell et Bond (1998) proposent deux tests essentiels à savoir : le test de Sargan qui permet d'analyser la sur identification du modèle et la validité des instruments utilisés pour l'estimation et le test usuel d'absence d'autocorrélation des termes d'erreur,  $\epsilon_{it}$ .

Nous estimons ce système d'équations avec la méthode GMM appliquée aux données de panel. Mais avant cette étape, nous devons nous assurer de la spécification du modèle. Il s'agit de prendre une décision sur la spécification du modèle en termes d'effets individuels. Est-ce que le modèle est avec effets individuels fixes ou aléatoires ? Pour donner une réponse à cette question, nous appliquons un test de Hausmann. Ce test permet de trancher entre les deux types d'effets.

## **6.3. Les logiciels utilisés dans notre recherche**

Dans le cadre de cette recherche nous avons eu recours à deux logiciels différents à savoir : EXCEL version 7 noté simplement EXCEL.7 et STATA version 14 noté STATA.14 pour l'analyse relationnelle.

## **7. PLAN DU MEMOIRE.**

Ce travail se structura autour de deux grande parties ayant chacune deux chapitres à savoir : cadre théorique de l'effet de développement financier sur économie informelle au Cameroun (première partie) dans lequel l'on retrouve l'approche conceptuelle de l'effet de développement financier sur économie informelle dans les pays en développement (chapitre 1) et des théories relatives de l'effet développement financier et économie informelle dans les pays en développement (chapitre 2).

Ensuite le cadre empirique de l'effet de de l'effet développement financier sur économie informelle dans les pays en développement (deuxième partie), ou l'on retrouve une approche méthodologique de de l'effet de de l'effet développement financier sur économie informelle au Cameroun (chapitre 3) et l'analyse des résultats de l'étude de l'effet de de l'effet développement financier sur économie informelle dans les pays en développement (chapitre 4).

## **PARTIE 1 : GENERALITES SUR LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

Le secteur informel a fait sa véritable apparition dans les années 70 dans les pays en voie de développement. Dès lors, ce secteur a pris de l'ampleur au point de devenir progressivement un secteur absorbant du chômage dans ces pays (Kossi, 2018). Selon cet auteur, les raisons de son émergence proviennent de plusieurs facteurs notamment : La mutation de l'économie africaine traditionnelle en économie moderne ; L'explosion démographique entre les années 50 et 80 et la crise économique des années 80 ; Le changement brusque avec la colonisation et l'installation d'Etats souverains ce qui a désorganisé les réseaux commerciaux développés entre les différentes régions et royaumes ; l'organisation de ces États indépendants en Nations modernes s'est accompagnée de la réglementation et la régulation des activités économiques notamment l'imposition ou la taxation et l'interdiction de certaines activités lucratives ; La population urbaine des pays africains s'est accrue à un rythme plus important que celui de l'accroissement des emplois offerts dans le secteur formel ; La demande d'emplois est devenue supérieure à l'offre.

De ce fait, l'ensemble de ces facteurs favorisent l'essor du secteur informel en poussant les africains à développer des réseaux informels d'activité. Pour autant, l'utilisation de ce concept dans la théorie économique du développement est attribuée à un appelé « Rapport Kenya » produit par le Bureau international du Travail (BIT) en 1973, dans lequel le terme a été employé pour la première fois (Lautier, 2004, p. 9). C'est un magma confus dans lequel on peut identifier divers rameaux : trafics, sous-traitance, économie populaire, économie néo clanique, etc. (Latouche 1998 cité par Lautier, 2003).

## CHAPITRE 1 : APPROCHE CONTEXTUELLE DU DEVELOPPEMENT FINANCIER

La littérature économique discute depuis longtemps sur les déterminants du développement des systèmes financiers et les effets de ce développement sur l'activité économique à travers la croissance et autres indicateurs de dimension telle que la productivité par exemple. Aucune définition, empiriquement acceptable, du développement financier n'existe ; toutefois, la large littérature théorique suggère que les intermédiaires et les marchés financiers se créent et se développent pour optimiser les *coûts de l'information* et des *transactions*, la *diversification des risques*, la *transformation de liquidité* et la *facilitation des transactions financières*.

### SECTION 1 : CONCEPT DE DEVELOPPEMENT FINANCIER

A travers ce paragraphe, nous allons essayer de comprendre le fonctionnement des systèmes financiers comme un ensemble (1), et puis le fonctionnement des principaux intermédiaires (2).

#### 1.1 Définition et présentation du concept de développement financier.

On peut définir le système financier comme « *l'ensemble des marchés, des intermédiaires, des sociétés de services et toutes les autres institutions qui mettent en œuvre les décisions financières des ménages, des entreprises et des gouvernements* »<sup>4</sup>, ou « *l'agencement des dettes et des créances, répartis entre banque centrale, système bancaire au sens large, entreprises et particuliers* »<sup>5</sup>.

Quant au développement du système, Levine (1997) estime que, tandis que les fonctions de base des systèmes financiers sont restées les mêmes durant des siècles, la qualité des services, le type des instruments et des institutions financières quant à eux ont une mutation continue.<sup>6</sup>

<sup>4</sup>Bodie Z. & Merton R "Finance" traduit par Thibierge C, Pearson, Paris, 2ème éd., 2007, p 27.

<sup>5</sup>Besson J-L "Monnaie et Finance" Office des Publications Universitaires, Alger, 1993, p 117

<sup>6</sup>Levine R "Financial Development and Economic Growth: Views and Agenda" op.cit, p 689.

## **1.2. Les fonctions des systèmes financiers**

Les principales fonctions des systèmes financiers sont les suivantes : la mobilisation du capital ; l'acheminement des ressources des épargnants aux investissements les plus rentables ; la mise en commun des ressources et la subdivision de propriété ; la maîtrise et le partage du risque ; la facilitation des paiements ; et la collecte et le traitement de l'information ; la gestion des problèmes d'incitation.

### **1.2.1. La mobilisation du Capital ou transfert des ressources**

Selon Levine (2005), la mobilisation du capital est le processus coûteux de collecte de l'épargne auprès des agents excédentaires pour combler le besoin de financement des agents déficitaires. Cette mobilisation doit surmonter les coûts de transactions liés à la collecte de l'épargne auprès de différents individus et surmonter les asymétries d'informations associées à la mise en confiance des épargnants concernant la perte du contrôle de leurs économies.

La mobilisation possède ainsi des coûts élevés tels que, par exemple, la recherche des agents excédentaires, la signature des contrats et le financement de campagnes pour les mettre en confiance. Les institutions financières ont un rôle important sur le niveau d'épargne dans l'économie, sur le coût de sa mobilisation et sur l'allocation de ces ressources vers les projets d'investissement.

### **1.2.2. L'acheminement des ressources des épargnants aux investissements les plus rentables**

La liquidité est la facilité et la vitesse avec laquelle les agents peuvent convertir leurs actifs en pouvoir d'achats aux prix voulus. On peut dire que les actions sont plus liquides que les biens immobiliers par exemple. Le système financier permet aux ménages, aux entreprises et à l'Etat de faire face aux risques de liquidité. Les intermédiaires financiers ont un rôle important pour fournir un mécanisme pour transférer les ressources des épargnants aux investisseurs.

En instrumentalisant les risques de liquidité des épargnants, et en investissant dans des projets non liquides mais à haut rendement, les intermédiaires permettent d'accroître l'efficacité du système financier. Cet argument a été initialement avancé par Diamond et Dybvig (1983), et incorporé dans un modèle de croissance endogène par Bencivenga et Smith (1991). Ils montrent que les intermédiaires financiers augmentent la productivité des

investissements en dirigeant les fonds vers une technologie non liquide mais rentable, et en réduisant la perte d'investissement causée par la liquidation prématurée des projets<sup>7</sup>.

### **1.2.3. La mise en commun des ressources et la subdivision de propriété**

Lorsqu'un investisseur possède une somme modeste qu'il souhaite rentabiliser, son seul critère pour le choix d'investissement sera d'en trouver un qu'il peut se permettre. Très peu de gens sont alors capables d'investir dans de gros projets industriels ou dans des actifs financiers coûteux tels que les bons du trésor. Pour remédier à ce problème, le système financier offre la possibilité de regrouper un grand nombre de petits montants et utiliser le tout pour investir dans des projets rentables, les bénéfices sont ensuite distribués selon la participation de chaque investisseur.

Dans ce cas, le risque lui aussi est partagé entre tous les participants ; en cas d'échec du projet ou de diminution de valeur des titres financiers ciblés, aucun investisseur n'est appelé à supporter seul les pertes, chacun payera selon sa contribution.

### **1.2.4. La maîtrise et le partage du risque**

Les systèmes financiers facilitent l'identification et la classification des risques par leur rôle de producteur d'informations sur les ménages, les firmes, les gouvernements. D'un autre côté, ils offrent aux agents des produits servant à la couverture et au partage des risques. La maîtrise du risque permet une meilleure allocation des ressources disponibles. Traditionnellement, la théorie financière distingue deux types de partage de risque : le partage transversal et le partage inter-temporel.

Le premier désigne la répartition du risque entre les individus, firmes, industries et gouvernements dans un moment donné. Le partage inter-temporel du risque permet le financement des projets dans le long terme. King et Levine (1993b) démontrent, par exemple, que le partage du risque par le système financier favorise l'innovation. Comme l'investissement dans l'innovation est souvent risqué, le mécanisme de partage permet la composition de portefeuilles avec des actifs très risqués liés aux projets innovateurs. Cela incite l'allocation de ressources vers ces projets et par conséquent le développement de ces activités.

---

<sup>7</sup>Bencivenga V.R. & Smith B.D "Financial Intermediation and Endogenous Growth" The Review of Economic Studies, vol. 58, n°2, 04.1991, p 196.

### **1.2.5. La facilitation des paiements**

On considère que l'invention de la monnaie en papier a beaucoup facilité l'accomplissement des transactions ainsi que le transport des fonds ; il est désagréable de transporter la monnaie-marchandise, et risqué de transporter une grande quantité d'or. Cependant cette facilité est limitée lorsque les transactions sont estimées à des montants trop importants (secteurs immobilier et industriel) ou à l'échelle internationale, dans ce cas le système financier offre des solutions de substitution (chèques, chèques de voyage, paiement électronique) où les banques s'occupent des flux financiers entre les deux parties ainsi que des modalités de change entre les devises.

D'une autre part, les systèmes de compensation sont largement responsables de la minimisation des coûts de transaction, puisque ces systèmes impliquent un règlement entre les différentes banques au montant des soldes et non pas de toute la valeur transigée, ainsi qu'une sécurisation des transferts garantie par le statut souverain des banques centrales<sup>8</sup>.

### **1.2.6. La collecte et le traitement de l'information**

Le manque d'informations sur les projets d'investissement fait partie des principales barrières à l'allocation de ressources dans l'économie. Les investisseurs individuels sont réticents à placer leur capital dans un environnement pour lequel ils ne disposent pas (ou pas assez) d'informations. L'allocation de ressources vers les firmes et ménages demandeurs d'épargne est ainsi soumise à une contrainte informationnelle, qui est-elle même divisée en deux sous-contraintes. La première sous-contrainte est liée aux coûts associés à la production d'informations. La collecte de données sur les firmes et ménages, leur évaluation, l'analyse des aspects macroéconomiques et conjoncturels sont normalement très coûteux.

Et même si certaines informations sont disponibles, les individus n'ont pas toujours les compétences nécessaires pour les analyser correctement, ni pour évaluer les risques inhérents à leur décision d'investissement. Par conséquent, l'importance des coûts d'obtention d'informations et la complexité de l'analyse nuisent à l'allocation de l'épargne.

D'un autre côté, l'information disponible sur un actif définit le niveau du risque : lorsque l'information est rare, le risque est élevé. En conséquence, si le système financier ne produit pas ou ne diffuse pas d'informations sur les firmes et les ménages, les risques sont élevés. Le rôle des systèmes financiers dans la réduction des coûts et dans l'accès à l'information abaisse les frictions financières et améliore le niveau de développement financier (voir Allen, 1990).

---

<sup>8</sup>Bodie Z. & Merton R, op.cit, pp 32-33.

### 1.2.7. La gestion des problèmes d'incitation

Les problèmes d'incitation sont des problèmes liés au phénomène de l'asymétrie des informations, c'est-à-dire qui surgissent lorsque les cocontractants ne possèdent pas les mêmes informations sur le contrat ainsi que sur l'autre partie. Ces problèmes ont trois formes principales<sup>9</sup> :

- **L'aléa moral** est caractérisé principalement par la prise de risque excessive par un investisseur lorsqu'il est assuré (les risques sont alors transférés à la compagnie d'assurance) ou lorsque l'investissement est financé intégralement ou à grande partie par un crédit (les risques sont transférés à la banque) ;
- **La sélection adverse** implique la prise du mauvais choix par l'investisseur à cause du manque d'information ou de la disponibilité de mauvaises informations ;
- **Les conflits principal-agent** sont des problèmes qui surgissent entre un investisseur, qui délègue la gestion de son patrimoine à un directeur de portefeuille, et ce directeur lorsque des conflits d'intérêts naissent entre les deux parties.

La littérature sur la finance des entreprises suggère que les imperfections des marchés, causées par les conflits d'intérêts et l'asymétrie des informations entre investisseurs et entrepreneurs, réduisent les capacités de ces entreprises à financer leurs projets d'investissement. Le degré de ces imperfections dépend, en grande partie, de l'efficacité des systèmes financiers et légaux<sup>10</sup>.

Les contrats de « *surveillance déléguée* » permettent aux épargnants d'exercer un contrôle efficace et à coûts raisonnables sur l'emprunteur sans devoir tous s'emmêler individuellement de la gestion. C'est donc la spécialisation dans le secteur réel qui pousse à la création d'intermédiaires et d'institutions spécialisés dans le contrôle<sup>11</sup>.

Les contrats de « *surveillance déléguée* » permettent aux épargnants d'exercer un contrôle efficace et à coûts raisonnables sur l'emprunteur sans devoir tous s'emmêler individuellement de la gestion ; en plus ils permettent la séparation entre propriétaires et directeurs, ce qui permet de gagner en productivité grâce à la spécialisation. A long terme, la relation entre l'entreprise et l'intermédiaire financier permet de diminuer significativement les coûts d'obtention de l'information, et par la suite permet à l'entreprise d'obtenir le financement supplémentaire dont elle a besoin<sup>12</sup>.

<sup>9</sup>Ibid, pp 36-38.

<sup>10</sup>Demirgüç-Kunt A. & Maksimovic V "Law, Finance, and Firm Growth" The Journal of Finance, vol. 53, n° 6, 12.1998, p 2107.

<sup>11</sup>Galetovic A "Specialization, Intermediation, and Growth" Journal of Monetary Economics, vol. 38, n° 3, 12.1996, pp 550551

<sup>12</sup> Levine R "Financial Development and Economic Growth: Views and Agenda" op.cit, p 697.

L'augmentation de la spécialisation dans une économie implique que les agents vont produire des biens qu'ils ne consommeront pas, et consomment des biens que d'autres agents ont produits. D'un côté, un agent économique spécialisé court un risque de non diversité, sauf s'il arrive à partager les risques et obtenir un financement long via les marchés financiers<sup>13</sup>. De l'autre côté, les coûts du contrôle direct (sans faire appel aux services d'un intermédiaire) risquent d'absorber les gains en efficacité qu'apporte la spécialisation. C'est donc la spécialisation dans le secteur réel qui pousse à la création d'intermédiaires et d'institutions spécialisés dans le contrôle<sup>14</sup>.

## **SECTION 2. CONCEPT ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

Le secteur informel représente une part importante de l'économie, et certainement du marché du travail, dans de nombreux pays ; il joue un rôle majeur dans la création d'emplois, la production et la génération de revenus. Dans les pays où les taux de croissance de la population et de l'urbanisation sont élevés, le secteur informel tend à absorber la plus grande partie de la croissance de la main d'œuvre dans les zones urbaines. L'emploi informel offre une stratégie de survie indispensable dans les pays où il n'existe pas de filets de sécurité, comme l'assurance chômage, où les salaires et les pensions sont faibles, notamment dans le secteur public.

### **2.1. Définitions et présentation du concept d'économie informelle.**

L'économie informelle est habituellement définie de trois façons : conceptuelle, opérationnelle et pratique. La définition conceptuelle vient du Bureau international du Travail (BIT) qui a élaboré, en 1993, un certain nombre de normes et de directives permettant de distinguer, statistiquement, les activités de l'économie informelle. Le BIT distingue ainsi deux types d'entreprises : 1) des entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte et 2) des entreprises d'employeurs informels.

Les entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte sont définies comme les entreprises individuelles appartenant à des personnes travaillant pour leur propre compte et gérées par elles seules ou en association avec des membres du même ménage ou de

---

<sup>13</sup> Greenwood J. & Smith B "Financial Markets in Development, and the Development of Financial Markets" *Journal of Economic Dynamics and Control*, vol. 21, n° 1, 01.1997, p 148.

<sup>14</sup> Galetovic A "Specialization, Intermediation, and Growth" *Journal of Monetary Economics*, vol. 38, n° 3, 12.1996, pp 550-551.

ménages différents. Elles peuvent employer des travailleurs familiaux et des salariés de manière occasionnelle, mais n'emploient pas des salariés de manière continue.

Les entreprises d'employeurs informels sont des entreprises individuelles appartenant à des employeurs et gérées par eux, seuls ou en association avec des membres du même ménage ou des ménages différents.

Il est difficile d'adopter une définition opérationnelle unique de l'économie informelle adaptée à toutes les perspectives de la recherche (statistique, économique, sociologique et juridique) et à toutes les situations locales. Toutefois, l'approche la plus utilisée consiste à retenir des critères qui définissent les établissements modernes et à considérer comme informels les établissements ne répondant pas à ces critères. Ainsi, par économie informelle on entend : « L'ensemble hétérologue de pratiques marchandes répondant à des critères spécifiques d'organisation, de fonctionnement et d'investissement des unités économiques qui évoluent dans un cadre juridique et institutionnel à caractère hybride » (Maldonado, 1987, p. 87).

Les définitions pratiques sont de trois ordres : juridique, quantitatif (ou statistique) et qualitatif. La définition juridique concerne le statut légal de l'entreprise : toute entreprise qui n'est pas inscrite au registre de commerce ou auprès d'une autorité locale ou dont le fonctionnement n'a été agréé, est par définition une entreprise informelle. Cependant, il existe plusieurs degrés d' « informalité ». On distingue « l'informalité totale » et « l'informalité partielle ».

- Les entreprises à « informalité totale » sont celles qui exercent leurs fonctions de manière clandestine, principalement afin d'éviter la fiscalité ou le paiement de la contribution sociale. On cite, par exemple, une entreprise qui ne fait que louer à la journée une place au marché.
- Par contre, les entreprises à « informalité partielle » sont celles qui, bien qu'illégales au sens strict du terme, sont largement tolérées. C'est le cas des commerçants ambulants.

La définition quantitative concerne les caractéristiques non juridiques des entreprises. Son utilité principale est de pouvoir distinguer les entreprises en fonction de leur taille. Ainsi, une entreprise informelle, d'un point de vue statistique, peut être définie sur la base de plusieurs critères : taille de l'entreprise, niveau des investissements, chiffre d'affaires annuel et valeur ajoutée par employé. Loin d'être universelle, cette définition est donc relative et varie selon différents critères qui changent en fonction de chaque pays.

Quant à la définition qualitative, elle permet d'obtenir une description détaillée des caractéristiques, des besoins et des problèmes des entreprises. Les caractéristiques suivantes sont utilisées pour décrire une entreprise informelle : faible ou manque de la spécialité pour la gestion de la direction ; manque de capital, ou peu d'accès au marché financier ; vieille technologie ; préférence pour la production traditionnelle ; répugnance à l'innovation ; contact étroit entre direction et travailleur et/ou entre entreprise et consommateur.

Tenant compte de ces éléments, nous estimons que les entreprises informelles sont celles qui sont exploitées par des patrons qui risquent dans leurs affaires leurs propres capitaux, qui exercent sur les affaires une direction administrative et technique effective et qui ont des contacts directs avec leurs consommateurs et leur personnel. Cette définition est d'une très grande utilité pour les responsables des programmes d'appui à l'économie informelle, en général, et au secteur de la microfinance, en particulier.

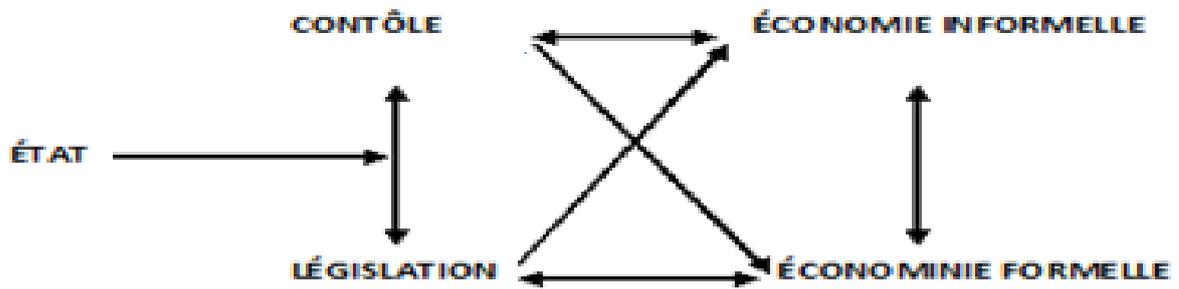
Par ailleurs, malgré la multiplicité des définitions, l'Organisation internationale des employeurs (2001, p. 3) considère que l'économie informelle peut être caractérisée par des activités économiques qui peuvent être regroupées en trois niveaux :

- Au niveau le plus bas se retrouvent généralement les travailleurs indépendants spécialisés dans les biens et services de base tels que l'alimentation ou le transport à petite échelle ;
- Au niveau moyen se situent ceux qui sont engagés dans un commerce plus organisé et dans la fabrication des biens de consommation de base simples, destinés à l'économie informelle et qui emploient essentiellement des membres de leurs familles ;
- Au niveau le plus élevé opèrent ceux qui fabriquent, à petite échelle, avec des moyens technologiques peu évolués ou qui fournissent des services comme la réparation de machines et de véhicules, qui emploient tant des membres de leurs familles que d'autres personnes et prennent souvent la forme de microentreprises.

## **2.2. Économie informelle et l'État**

Les trois critères de définition de l'économie informelle font référence au rapport à l'État. En effet, les acteurs de cette économie vivent en marge du cadre légal, mais dans une situation *d'a-légalité* (Lautier, 2004). Devant l'insuccès de soumettre cette économie à la réglementation, l'État s'est souvent contenté de l'accommoder. Il en découle, conséquemment, deux économies parallèles : formelle et informelle. La relation entre l'État et l'économie informelle peut être modélisée graphiquement de la manière suivante :

**Figure1** : Essai de modélisation théorique de l'économie avec ses composantes formelles et informelles



Source : Lautier, 2004

Dans ce modèle graphique l'État est la variable indépendante alors que l'économie, qui a deux composantes (formelle et informelle) est la variable dépendante. Les deux composantes existent dans tous les pays du monde<sup>15</sup> et s'alimentent l'une de l'autre. La différence entre les pays du Nord (pays développés) et ceux du Sud (pays en développement) réside dans la proportion très élevée de la composante informelle dans les pays du Sud.

---

<sup>15</sup> Cette situation est décrite par l'OCDE (2009, 9) dans les termes suivants : « Certains des travailleurs opèrent au vu et au su de tous : ce sont des travailleurs ambulants, des cireurs de chaussures et des travailleurs occasionnels qui peuplent les rues de toutes les villes du monde. Mais nombre d'entre eux sont beaucoup moins invisibles : ce sont des professionnels qualifiés qui souhaitent échapper aux réglementations en vigueur, des télétravailleurs de l'industrie, des ouvriers payés à la pièce ou des personnes exerçant une myriade de métiers différents ».

## **Conclusion du chapitre 1**

Aucune définition, empiriquement acceptable, du développement financier n'existe ; toutefois, la large littérature théorique suggère que les intermédiaires et les marchés financiers se créent et se développent pour optimiser les coûts de l'information et des transactions, donc promouvoir l'acquisition de l'information, la diversification des risques, la transformation de liquidité et la facilitation des transactions financières.

En considérant un système financier comme un ensemble, on peut estimer que ses fonctions n'ont changé durant les quelques derniers siècles que légèrement, c'est plutôt la façon d'accomplir ces fonctions qui a beaucoup évolué. D'un côté, il y a les nouveaux intermédiaires qui ont brisé le monopole des banques en leur reprenant quelques activités telles que l'assurance ; de l'autre côté, il y a les nouveaux instruments et techniques qui, certes sont plus complexes, mais qui ont permis aux intermédiaires d'agir là où il leur était impossible ou très coûteux auparavant.

## **CHAPITRE 2 : RELATION ENTRE LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

Les études qui s'intéressent au rôle des systèmes financiers dans la croissance économique sont de plus en plus nombreuses. Ces études se partagent entre celles qui estiment qu'un meilleur système financier est indispensable pour garantir une croissance économique soutenue ainsi qu'une amélioration des standards de vie de la population, et celles qui pensent que trop de finance tue l'économie.

Pratiquement, il n'est pas évident d'étudier comment un système financier affecte la croissance si on ne comprend pas d'abord comment ces systèmes se développent, et surtout pourquoi ils ne se développent pas tous de la même manière. Les spécialistes du domaine expliquent ces différences à travers diverses théories ; en plus des facteurs géographique, social et culturel, il y a la théorie qui les relie à l'origine légale d'un pays, celle qui les relie à des facteurs politiques et celle qui les relie aux dotations propres à chaque pays.

### **SECTION 1 : LES DETERMINANTS DU DEVELOPPEMENT FINANCIER**

McKinnon (1973) et Shaw (1973) suggèrent que les variations des niveaux du développement financier à travers les différents pays dépendent principalement des législations et des régulations des autorités, autrement dit du cadre institutionnel<sup>16</sup>. Bisignano (1998) retourne sur le développement des marchés financiers d'Antwerp et Amsterdam durant le Seizième Siècle, et de Londres au cours du Dix-huitième Siècle et conclue que la promulgation de lois sur la libération du commerce international et la protection des droits de propriété est la raison principale derrière leur succès<sup>17</sup>.

#### **1.1. La Théorie du "Droit et la Finance".**

Le Royaume Uni et la France ont beaucoup de similitudes en matière de PIB par habitant, d'institutions démocratiques et de caractéristiques géographiques (latitude, accès aux

<sup>16</sup> Bencivenga V.R. & Smith B.D, op.cit, p 207.

<sup>17</sup> Bisignano J, op.cit, pp 20-26.

mers et distance des grands marchés) ; néanmoins, durant les années 1990, le ratio de capitalisation boursière au PIB du Royaume Uni était trois fois plus élevé que celui de la France, alors que le ratio des crédits privés au PIB Britannique était de l'ordre de 112%, plus élevé que celui de la France (89%)<sup>18</sup>. D'un point de vue institutionnel, les deux pays suivent des traditions légales différentes reflétées par les lois et les pratiques sur le plan de la protection de la propriété privée. Si on pouvait fragmenter ces différences, quelle serait la part qu'on pourrait attribuer aux traditions et pratiques légales ?

A ce sujet, Zweigert et Kötz (1998) disent que *“le style d'un système légal peut être marqué par des idéologies telles que les conceptions religieuses et politiques sur la façon avec laquelle la vie sociale et économique doit être organisée”*<sup>19</sup>. Donc on peut s'attendre à ce que les différences des traditions légales d'un pays à un autre se traduisent par des différences au niveau du système légal et des institutions qui gèrent la vie sociale et économique.

L'influence de l'origine légale sur les lois et les réglementations n'est, cependant, pas restreinte au domaine de la finance ; la propriété publique des banques (La Porta et al. 2002), la régulation d'entrée (Djankov et al. 2002), la régulation du marché du travail (Botero et al. 2004), l'incidence de la conscription militaire (Mulligan et Shleifer 2005a, 2005b) et la propriété publique des médias (Djankov et al. 2003a) sont tous des caractéristiques qui varient à travers les pays de différentes origines légales.

## **1.2. Revue de littérature sur l'économie informelle**

La différenciation et la diversification des réalités socioéconomiques, la divergence des approches sur la nature et les causes de l'économie informelle et ses interrelations avec le formel, rendent difficile l'élaboration d'un concept universel de l'informalité. La littérature économique, jusqu'au milieu des années 1990, s'accordait à classer les différentes positions vis-à-vis de ce phénomène économique, en dépit du fait que la terminologie n'est pas uniformisée dans le milieu, en trois principaux courants de pensée, qui sont le dualisme, le structuralisme et l'institutionnalisme mais plus tard, soit au début des années 2000 un quatrième courant voulant être plus analytique et plus général allait émerger sous le nom de l'école unificatrice.

### **1.2.1. Ecole dualiste**

La pensée dualiste prend corps dans la théorie de l'extra-légalité (existence d'arrangements des micro-contrats économiques et sociaux qui ne sont pas exactement dans le

---

<sup>18</sup> Huang Y *“Determinants of Financial Development”* Palgrave Macmillan, Hampshire, 2010, p 10.

<sup>19</sup> La Porta R., Lopez-de-Silanes F. & Shleifer A *“The Economic Consequences of Legal Origins”* *Journal of Economic Literature*, vol. 46, n° 2, 06.2008, p 286.

sens de l'état de droit ce qui rend les capitaux inutilisables et le travail peu divisé) générée par les stratégies de reconversion du capital, elle voit l'économie informelle comme un pan marginal n'ayant aucun lien direct avec l'économie organisée. Elle puise ses fondements dans les différents travaux élaborés par Lewis (1954), puis de ceux de Harris et Todaro (1970).

### **1.2.1.1. Modèle de Lewis**

Selon Lewis (1954), rural et agricole le secteur de subsistance ne dispose pas suffisamment d'emplois pour répondre à l'offre de travail qui est toujours supérieure à la demande, sa productivité marginale est généralement négligeable voire nulle (Lewis, 1954). C'est cet excédent de main d'oeuvre qui va alimenter la demande de travail du secteur capitaliste qui est urbanisé et industrialisé. Etant donné que l'offre excède toujours la demande de travail dans le secteur industrialisé, le taux de salaire avoisinant le salaire de subsistance sera toujours suffisant pour attirer les travailleurs du secteur de subsistance. Cela s'explique par le mode de gestion des capitaux.

Donc en cela le marché du travail global est contrôlé par le secteur capitaliste car c'est lui qui loue la main d'oeuvre du secteur de subsistance pour faire fructifier ses capitaux. Néanmoins il faut remarquer que dans ce modèle le marché est fragmenté en plusieurs petits groupes non homogènes d'agents du secteur capitaliste et du secteur de subsistance, mais il précise l'existence d'un fossé immense entre les agents du secteur de subsistance et ceux du secteur capitaliste, qui se trouve non seulement dans les différences de gains mais aussi dans les caractéristiques des différents agents à savoir les niveaux de qualification, d'éducation, de responsabilité et de prestige (Lewis, 1954).

S'occupant du mécanisme de la formation des prix suivant la distribution des revenus et de l'effet de l'inflation sur ces prix, de l'équilibre entre l'épargne et l'investissement, le modèle de Lewis a eu une portée macroéconomique qui a occulté le caractère dual du marché du travail, qui allait se dégager plus tard dans les autres modèles, néanmoins il ouvrit la voie à d'autres modèles plus réalistes et plus complets relativement à l'économie informelle.

### **1.2.1.2. Ecole structuraliste**

Les structuralistes, conçoivent l'informel comme subordonné à l'économie formelle dont les grandes entreprises privilégiées, ayant pour objectifs la réduction de leurs coûts de production et l'augmentation de leur productivité, subordonnent les petites firmes et les travailleurs de l'informel. Suivant la pensée structuraliste, les relations de production informelle étant fermement liées aux grandes entreprises capitalistes, donc cette interdépendance explique que la croissance économique ne saurait les éliminer.

## **SECTION 2 : TRAVAUX EMPIRIQUES**

### **2.1. Caractéristiques de l'économie informelle et diverses opinions**

Nous présentons dans cette section les principales caractéristiques de l'économie informelle ainsi que les opinions les plus émises à son sujet.

#### **2.1.1. Caractéristiques de l'économie informelle**

L'économie informelle dans les pays en développement peut être caractérisée de la manière suivante : elle représente une fraction importante, et même prépondérante, de l'emploi urbain ;

- elle est en croissance<sup>20</sup> constante, voire accélérée, dans la plupart des villes ; la production des établissements informels a pour principal débouché la satisfaction des besoins des ménages dont la consommation des biens et services informels (alimentation et habillement surtout) tend à diminuer à mesure que leur revenu s'accroît ; le capital initial de l'entreprise est financé pour l'essentiel par l'épargne personnelle et des apports familiaux alors que les investissements ultérieurs proviennent surtout des revenus tirés de l'activité ; les petits établissements appartiennent essentiellement à des travailleurs indépendants qui parfois font appel à des aides familiales ou à quelques apprentis ;

L'économie informelle est hétérogène et recèle de multiples formes d'activités et d'insertion dans le système productif ; de ce fait, son potentiel de croissance est très inégal.

Cette économie souffre, par contre, de graves carences qui tiennent, d'une part, à la nature des activités et à leur mode de fonctionnement et, d'autre part, à l'environnement économique et institutionnel dans lequel elles évoluent. Ces carences, qui constituent pour elle autant d'obstacles à la réalisation de leur potentiel productif, peuvent se regrouper en quatre grandes catégories (Maldonado, 2001).

- Faible dotation de facteurs de production, technologies rudimentaires et obsolètes, main-d'oeuvre peu qualifiée et instable, échelle d'opération réduite excluant les effets

---

<sup>20</sup> L'économie informelle croît dans les pays en développement en général et plus particulièrement en Afrique où elle absorbe 61 % de la main d'oeuvre urbaine. Elle a probablement été à l'origine de plus de 93 % des nouveaux emplois créés au cours des années quatre-vingt-dix (Maldonado, 2001). En effet, considérée comme une étape de transition dans le processus de construction d'une économie moderne (formelle) dans les pays en développement, l'économie informelle a pris de l'ampleur. Elle occupe une part de plus en plus importante de la population active (Charmes, 1987 ; OCDE, 2009 ; BIT, 2007). Son taux de croissance moyenne annuelle est de 7 % (Karl 2004, p.53). Cette économie génère 40 % du PNB (Farrel, 2007 ; Schneider, 2002) et occupe deux tiers des emplois en milieu urbain (Karl, 2004).

positifs de la division technique du travail et des économies d'échelles, ce qui se traduit par une faible productivité du travail ;

- Politiques discriminatoires en matière d'accès aux ressources productives, à l'information, aux marchés organisés, aux infrastructures et aux services publics. Cette position défavorable par rapport aux entreprises modernes agit au détriment de la compétitivité du secteur dans son ensemble ;
- Exclusion des structures institutionnelles qui assurent la reconnaissance, la protection juridique et sociale, ce qui aggrave la vulnérabilité et le caractère semi-légal d'une proportion considérable de la population active ;
- Isolement et manque d'organisation des petits producteurs, ce qui se traduit par une absence de capacité de négociation face au système institutionnel et aux règles du jeu dicté par le marché.

### **2.1.2. Opinions sur l'économie informelle**

La prise en compte de l'économie informelle dans les stratégies de développement<sup>21</sup> est récente. En effet, Lautier (2004) la situe au milieu des années quatre-vingt. Cette période est souvent associée à la mouvance en faveur de la microfinance dont la finalité était de formaliser les mi-entreprises et de favoriser ainsi l'émergence d'une classe d'entrepreneurs capitalistes.

Avant cette époque, Abrokwa (2000) identifie trois périodes importantes. La première période (entre les années 50 et 60) est centrée sur l'application du paradigme de modernisation. L'augmentation, et à plus court terme possible, du revenu national brut est le principal objectif poursuivi. La deuxième période (milieu des années 60) est caractérisée par la théorie du capital humain et de l'éducation.

L'acquisition des compétences individuelles dans le but d'améliorer le rendement au travail est considérée comme un investissement en capital. L'investissement en capital humain est désormais intégré dans les analyses économiques. La troisième période (fin des années 70) concerne les programmes d'ajustement structurel (PAS). Ces programmes,

---

<sup>21</sup> Selon Azouley (2002, p.33), le champ du concept de développement est une totalité complexe qui inclut des approches économiques sociales, politiques, institutionnelles et culturelles. Ces approches agissent les unes sur les autres de façon dialectique, contradictoire. Le processus de développement est alors une transformation sociale globale d'une société, au sens où tous les aspects de la vie sociale sont concernés. « L'amélioration des conditions d'existence, la croissance des revenus, leur juste répartition, un haut niveau d'emploi représentent des objectifs économiques. Mais à eux seuls, de stricts facteurs économiques ne peuvent permettre d'atteindre ces objectifs. Les comportements individuels et sociaux, les fondements culturels d'une société, ses valeurs, ses structures sociales, institutionnelles et politiques, le degré d'influence de l'économie mondiale sur la société considérée constituent des éléments qui influencent et sont modifiés par lui. »

imposés par le Fonds Monétaire international, avaient pour principal but d'établir les équilibres macro-économiques afin de faciliter la sortie de la crise économique.

C'est plutôt le contraire qui s'est produit : l'exécution des PAS a contribué à détériorer les secteurs sociaux comme l'éducation et la santé et à aggraver la pauvreté. Pour l'essentiel, le débat sur cette périodisation porte non pas sur les contenus de l'économie informelle, mais sur les moyens de sortir du sous-développement.

Mieux, il porte sur les voies empruntées pour accéder à la modernisation et pour établir les équilibres macro-économiques. Plus globalement, on rejoint les voies que doit emprunter l'économie informelle. Deux options s'opposent : l'une considère l'économie informelle comme nuisible à la croissance économique, et donc au développement. D'où, il faut la combattre. L'autre, quant à elle, voit cette économie comme un vecteur du développement et appelle à sa formalisation.

### **2.1.2.1. Combattre l'économie informelle**

Cette opinion s'appuie sur la théorie classique<sup>22</sup> du développement économique et de la modernisation. Cette théorie stipule que, dans un pays en développement, les activités informelles finissent par être absorbées par le secteur moderne. Dans cette perspective, le processus de développement doit être appuyé par des politiques économiques qui visent à « formaliser » le plus possible et le plus rapidement possible les activités informelles, considérées comme temporaires. Ce modèle de développement industriel, qui est essentiellement urbain, suppose qu'en augmentant la capacité de production et de consommation des masses dans les pays en développement, on réduit les inégalités et on rattrape les pays riches.

## **2.2. Favoriser la croissance de l'économie informelle**

Selon Lautier (2004, p. 17), cet objectif est basé sur un double postulat : « D'une part qu'il existe un nombre important de microentreprises qui ont vocation à grandir, à se

---

<sup>22</sup> La remise en question de cette théorie porte, entre autres, sur trois registres : 1) la croissance de l'économie informelle plutôt que sa disparition progressive en faveur de l'économie formelle, 2) l'appui des acteurs de l'économie informelle par les organisations internationales et 3) la dynamique politique des États qui n'est pas toujours favorable au développement.

1) La croissance de l'économie informelle, plutôt que sa décroissance, est expliquée à la section suivante. Mentionnons tout de suite que cette croissance peut, dans certains pays, avoir une issue positive sur le développement économique (OCDE, 2009, p.14).

2) L'appui des acteurs de l'économie informelle, comme moyen pour enrayer la pauvreté, est encouragé par les organisations internationales (Paquette, 1997 et Lautier 1994), qui jouent, cependant, un rôle extrêmement ambigu dans la mesure où elles en viennent à demander aux États de prôner le non-respect de leurs propres lois. Dans ce contexte, il devient difficile de légitimer de l'ordre public.

3) La théorie du développement sous-estime la dynamique de l'État. En effet, elle suppose que l'État est intéressé au bien-être de la population et est disposé à stimuler la génération d'un surplus économique transférable à une économie formelle, considérée comme moteur de développement. Cette hypothèse est fautive parce que, dans la plupart des pays en développement, l'État est faible ou inexistant (exemple guerre civile) ou est dirigé par un despote (dictature, États voyous et bandits).

moderniser, puis – parce qu’elles y trouveront avantage – à entrer dans le cadre légal. D’autre part, leur situation actuelle provient de manques, et non d’un choix : manque de crédits, manque de formation (formation technique et formation à la gestion). »

Par ailleurs, depuis les échecs des Programmes d’ajustement structurel (PAS<sup>23</sup>), il existe, un très large consensus sur la nécessité d’améliorer les revenus et la productivité de l’économie informelle, de manière à faire reculer la pauvreté et à rapprocher les conditions économiques et d’emploi du secteur informel de celles du secteur formel (Kanté, 2004).

Dès lors, l’appui à l’économie informelle est imaginé comme stratégie de réduction de la pauvreté et présenté à l’intérieur d’un document intitulé : « Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ». Il comprend des plans de lutte contre la pauvreté conçus et préparés par les gouvernements après avoir consulté la société civile. Depuis 2002, la Banque Mondiale a assujéti son appui à la production d’un DSRP.

Bien plus, l’économie informelle séduit opérateurs économiques, ONG et pouvoirs publics. Elle a tellement pris de l’importance que les institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international...) et les agences des Nations Unies (PNUD, UNICEF...) ont décidé de l’encourager et, dorénavant, d’insérer ses activités dans les stratégies de développement (Paquette, 1997). Les arguments utilisés en faveur de cette stratégie pour les petites unités de production de l’économie informelle sont les suivants :

- le faible niveau d’investissement pour l’emploi créé ;
- La mobilisation quasi exclusive des ressources internes pour démarrer ou développer l’entreprise ;
- La flexibilité de l’organisation de la production pour s’adapter aux exigences du marché ;
- Le recours majoritaire à des intrants et équipements d’origine nationale.

L’implantation des unités de production à l’échelle nationale confère à celles-ci un rôle stratégique dans le processus de décentralisation des institutions et des ressources ainsi que dans la configuration d’un tissu industriel dense. De plus, la coopération entre petites entreprises peut jouer un rôle important dans l’amélioration de la compétitivité et de la productivité. De même, l’intégration de petites entreprises au sein d’un réseau plus important de relations interfirmes et leur proximité géographique facilitent la mise en pratique de diverses formes de collaboration, le développement des nouvelles idées et la génération d’innovations technologiques (Cling J.P *et al.*, 2003).

---

<sup>23</sup> Les PAS ont été imposés aux pays en développement par les institutions financières internationales (Fond Monétaire International, Banque Mondiale...) au début des années 80. Ils visaient avant tout la réduction

L'appui à l'économie informelle comme stratégie de réduction de la pauvreté est également justifiable par le fait que ses acteurs sont surreprésentés au sein des « pauvres » (Lautier, 2004, p. 35). C'est aussi le point de vue du BIT (2001) lorsqu'il met l'accent sur les aspects positifs de ce secteur qui s'avère rentable, productif et créatif. En effet, la contribution du secteur informel au PIB des pays africains est évaluée en moyenne à 20% et hors secteur agricole à 34 %. Le commerce représente environ 50 % de la production du secteur informel, la production manufacturière 32 %, les services 14 % et les transports 4 %.

Selon l'ONU (2003), les pays en développement doivent se proposer d'utiliser le secteur informel parce qu'il est source de créativité, d'esprit d'entreprise et terrain fertile d'apparition d'une éthique du travail fondée sur une forme nouvelle d'autonomie qui pourrait constituer la base solide de développement durable. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les recherches qui ont été appuyées par les organisations internationales au cours des 25 dernières années. En effet, Lautier (2004, p. 207) fait remarquer que :

Pendant les vingt-cinq ans, toutes les recherches sur l'économie informelle se sont bâties à partir d'un consensus réunissant les institutions internationales (BIT, Banque Mondiale, PNUD, FMI) et les organismes de coopération bilatérale d'un côté, les ONG et les penseurs critiques de toutes sortes de l'autre côté, autour d'un objectif : montrer que les « informels » servent à quelque chose. Bien sûr ce « à quelque chose » a beaucoup varié dans le temps, selon les organisations et les individus : à créer un tissu de petites entreprises dynamiques ; à créer des emplois ; à créer des revenus, même bas ; à créer du « lien social » ou de la solidarité. On a tout espéré, et essayé pas mal de choses (l'appui à la formation des coopératives, les microcrédits, la formation).

## **Conclusion du chapitre 2**

Dans ce contexte, nous n'avons pas la prétention d'avoir épuisé la littérature sur ce sujet. Nous retenons, toutefois, que l'économie informelle mérite d'être saisie comme un phénomène social qui met en jeu un ensemble très complexe de variables. Son appréhension exige, de ce fait, une démarche interdisciplinaire. Les plus importantes et les plus récentes études sur ce phénomène s'articulent autour des quatre écoles de pensée : l'école dualiste, l'école structuraliste, l'école légaliste et l'école parasitaire. Deux principales opinions sont émises à l'égard de cette économie, à savoir : combattre l'économie informelle ; c'est-à-dire la « formaliser » ou favoriser sa croissance comme moyen de lutter contre la pauvreté.

## **PARTIE 2 : DEMARCHE EMPIRIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

Dans la première partie, nous avons présenté cadre théorique de l'effet de développement financier sur économie informelle au Cameroun (première partie) dans lequel l'on retrouve l'approche conceptuelle de l'effet de développement financier sur économie informelle dans les pays en développement (chapitre 1) et des théories relatives de l'effet développement financier et économie informelle dans les pays en développement (chapitre 2). Nous procéderons dans cette partie 2 à une vérification empirique de notre analyse. Nous allons aborder en chapitre 3 la présentation du cadre d'étude et la méthodologie d'étude, et en chapitre 4 la présentation et analyse des résultats

## CHAPITRE 3 : LA PRESENTATION DU CADRE D'ETUDE ET DE LA METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE DE L'EFFET DU DEVELOPPEMENT FINANCIER SUR L'ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS DEVELOPPEMENT

La recherche en tant que processus fondamental en science ne se déroule pas de manière hasardeuse. Elle suit généralement une démarche précise constituée d'étapes qui retracent le chemin parcouru par l'esprit scientifique. Les objectifs de la recherche fixés, il faut penser à sa mise en œuvre et plus généralement à la posture épistémologie adoptée. La prise de position épistémologie est une étape nécessaire afin de mener un processus de recherche. En effet elle exerce une vigilance critique que le chercheur dans l'objectivation de son objet scientifique et dans démarche (Wacheux, 1996).

Dans le quotidien du chercheur, c'est pouvoir à tout moment légitimer sa recherche sur le phénomène étudié (Wacheux, 1996). ainsi pour évoluer et mener clairement son processus, le chercheur doit posséder une position claire. Dans ce chapitre, il sera question de présenter l'ensemble des moyens, méthodes et techniques qui ont été utilisés pour mener à bien cette étude.

### SECTION 1 : LA POSTURE EPISTEMOLOGIQUE DE LA RECHERCHE

La validité de toute étude repose sur la méthodologie suivie pour la conduire. En particulier, cette méthodologie concerne les démarches suivies pour obtenir les principaux matériaux de l'étude que sont les données, ainsi que les procédures de leur traitement. Dans cette première section il sera question de présenter le contexte de l'étude, c'est-à-dire les pays en développement à la suite de cela vont suivre la présentation de la posture épistémologique et de la méthodologie adoptée.

#### 1.1. Positionnement épistémologique de la recherche

L'épistémologie est « l'étude critique de la connaissance, de ses fondements, de ses principes, de ses méthodes, de ses conclusions et des conditions d'admissibilité de ses propositions » (Legendre, 1993). Pour Thiétart et *al.*, (2007), on distingue trois paradigmes

épistémologiques reconnus qui servent de repère dans les Sciences de Gestion. Il nous convient à ce niveau de passer en revue les différents paradigmes et leurs modes de raisonnements à fin de dégager le nôtre.

### **1.1.1. Choix et justification des outils d'enquête.**

Il existe plusieurs méthodes de collecte des données. Le chercheur peut opter pour la combinaison de plusieurs méthodes ou pour le choix d'une d'entre elles. Dans le cadre de notre recherche, nous avons opté pour l'utilisation des méthodes suivantes : La recherche documentaire, la base de données.

#### **1.1.1.1. La recherche Documentaire.**

Elle consiste à consulter des échantillons de documents pour y collecter un certain nombre d'informations requises, Comme son nom l'indique, cette méthode de pré-enquête consiste à répertorier et à consulter des documents, les plus spécifiques et les plus spécialisés possibles sur le sujet de la recherche. On utilisera donc les registres, rapports, séries statistiques, manuels, thèses etc.

Et même, s'il en existe, des documents audio-visuels, afin d'en savoir le plus que l'on peut, à l'avance, sur le problème traité ou sur des problèmes identiques, similaires. Notre recherche documentaire s'est faite à travers la consultation des ouvrages (généraux, spécialisés et académiques) dans les bibliothèques en l'occurrence, celle de l'ENSET Ebolawa et par les tics notamment internet et ses auxiliaires.

#### **1.1.1.2. La récupération des données secondaires : description de la base de données.**

Pour ce qui des donné nous n'avons pas eu besoin d'effectué nous-même l'enquête sur terrain car Cette étude utilisera, principalement les données secondaires issues de l'exploitation de la base de données entre les années 2003 et 2019 provenant de la World Development Indicator (WDI). Le choix de la période d'étude a été dicté par la disponibilité des données et le choix de ces bases de données s'est fait en raison de la rigueur avec laquelle ces données sont souvent collectées et aussi du fait de la disponibilité des informations sur certains aspects liés à l'évolution dans les pays en développement.

## **1.2. LA POPULATION DE L'ETUDE**

D'après le dictionnaire universel, (1998 : 954), la population est « l'ensemble des membres d'une classe, d'une catégorie sociale particulière ». Dans le cadre de notre étude, nous définissons la population de l'étude comme l'ensemble des sujets auxquels le

chercheur va s'intéresser au cours de ses investigations. Dans cette étude, elle est constituée de l'ensemble des pays en développement.

### **1.2.2.1. L'échantillon**

Aucun concept n'est aussi fondamental pour conduire la recherche et interpréter ses résultats que l'échantillon. Sauf de vouloir entreprendre une étude complète, la recherche est sans grande mutation conduite par le biais d'un échantillon à partir duquel les généralisations appliquées à la population d'où émane l'échantillon sont obtenues.

*Notre échantillon est constitué de cinq cent vingt (520) observations obtenu par un croisement entre le nombre d'année et le nombre de pays ( $i=35$  et  $t=16$ ) obtenue à l'issue de l'exploitation de la base de données sur 35 pays en développement entre les années 2003-2019 issues de la base WORLD DEVELOPMENT INDICATOR (WDI) de la banque mondiale.*

## **SECTION2 : DEFINITION DES VARIABLES, PRESENTATION DU TEST DES HYPOTHESES ET DE LA METHODE D'ESTIMATION.**

### **2.1. Définition des variables, la méthode d'analyse et présentation du logiciel utilisé dans notre recherche.**

Dans le souci d'apporter plus de compréhension à la recherche du résultat de notre travail, nous allons à ce point, définir nos variables, présenter le logiciel et les tests d'hypothèses de notre recherche.

#### **➤ Identification des variables et des hypothèses**

Il est question dans cette sous-section de rapprocher chaque variable indépendante avec l'hypothèse qui la soutienne.

**Tableau n°1 : Identification des variables**

hypothèses	types de variables	
	variable indépendante	variable dépendante
la profondeur financière a un effet sur l'économie informelle dans les pays en développement	la profondeur financière	l'économie informelle dans les pays en développement
l'accès financier et efficacité financière ont une influence sur l'économie informelle dans les pays en développement	l'accès financier et efficacité financière	l'économie informelle dans les pays en développement

Source : Auteur inspiré du cours d'initiation à la méthodologie de recherche de Raymond-

Thietart et al. 4e édition, Dunod, paris, 2014.

### 2.1.1. Description des variables

Ainsi, les variables susceptibles d'expliquer L'économie informelle dans les pays en développement ou variables de l'échantillon sont décrites dans le tableau suivant :

**Tableau n°2** : description de la variable

Définition	Sources
<b>Variable dépendantes</b>	
L'économie informelle dans les pays en développement	WDI 2020
<b>variables indépendantes lié au développement financier.</b>	
Profondeur des institutions financières (FID)	WDI 2020
Accès des institutions financières sur la rente totale (FIA)	WDI 2020
Efficacité des institutions financières (FIE)	WDI 2020
<b>Variabes indépendantes de contrôle</b>	
Indice globale des institutions financières (FD_FI)	WDI 2020
Masse monétaire(MM)	WDI 2020
Créanciers privés(CREP)	WDI 2020
Epargne(EPA)	WDI 2020
Prêts bancaire(PREB)	WDI 2020
Investissement (IPRIVEE)	WDI 2020
crédit domestique (CRED)	WDI 2020
Ouverture commerciale (OUVCOM)	WDI 2020
taux de change effectif réel (REC)	WDI 2020
taux d'inflation(INFL).	WDI 2020

Source : Auteur inspiré du cours d'initiation à la méthodologie de recherche de Raymond-Thietart et al. 4e édition, Dunod, paris, 2014.

### 2.1.2. Ecriture économétrique des modèles

Il est question ici de présenter l'écriture économétrique du modèle de base, écritures économétrique de la première extension du modèle de base et enfin écritures économétrique de la deuxième extension du modèle de base.

➤ **Ecriture économétrique du modèle de base.**

$$EI_{it} = \beta_0 + \beta_1 FDFI_{1it} + \beta_2 FID_{2it} + \beta_3 FIA_{3it} + \beta_4 FIE_{4it} + \beta_5 MM_{5it} + \beta_6 CREP_{6it} + \beta_7 EPA_{7it} + \beta_8 PREB_{8it} + \beta_9 IP_{9it} + \beta_{10} CRED_{10it} + \beta_{11} OUV_{11it} + \beta_{12} REC_{12it} + \beta_{13} INF_{13it} + \varepsilon_{it}$$

Avec  $PIB_{it}$  = la variable expliquée « L'économie informelle dans les pays en développement ».

$FDFI_{1it}$  = la variable explicative « Indice globale des institutions financières (FD\_FI) »

$FID_{2it}$  = la variable explicative « Profondeur des institutions financières (FID) »

$FIA_{3it}$  = la variable explicative « Accès des institutions financières sur la rente totale (FIA) »

$FIE_{4it}$  = la variable explicative « Efficacité des institutions financières (FIE) »

$MM_{5it}$  = la variable explicative « Masse monétaire »

$CREP_{6it}$  = la variable explicative « Créanciers privés (CREP) »

$EPA_{7it}$  = la variable explicative « Epargne (EPA) »

$PREB_{8it}$  = la variable explicative « Prêts bancaire (PREB) »

$IP_{9it}$  = la variable explicative « Investissement (IPRIVEE) »

$CRED_{10it}$  = la variable explicative « crédit domestique (CRED) »

$OUV_{11it}$  = la variable explicative « Ouverture commerciale (OUVCOM) »

$REC_{12it}$  = la variable explicative « taux de change effectif réel (REC) »

$INF_{13it}$  = la variable explicative « taux d'inflation (INFL). »

Avec  $\beta_1$  = le coefficient de régression de la variable  $FDFI_{1it}$

$\beta_2$  = le coefficient de régression de la variable  $FID_{2it}$

$\beta_3$  = le coefficient de régression de la variable  $FIA_{3it}$

$\beta_4$  = le coefficient de régression de la variable  $FIE_{4it}$

$\beta_5$  = le coefficient de régression de la variable  $MM_{5it}$

$\beta_6$  = le coefficient de régression de la variable  $CREP_{6it}$

$\beta_7$  = le coefficient de régression de la variable  $EPA_{7it}$

$\beta_8$  = le coefficient de régression de la variable  $PREB_{8it}$

$\beta_9$  = le coefficient de régression de la variable  $IP_{9it}$

$\beta_{10}$  = le coefficient de régression de la variable  $CRED_{10it}$

$\beta_{11}$  = le coefficient de régression de la variable  $OUV_{11it}$

$\beta_{12}$  = le coefficient de régression de la variable  $REC_{12it}$

$\beta_{13}$  = le coefficient de régression de la variable  $INF_{13it}$

i et t représentent respectivement le pays et le temps

Avec  $i = 1, \dots, N$  et  $t = 1, \dots, T$ ; où  $N$  et  $T$  qui représentent respectivement les dimensions en coupes transversales (pays) et séries temporelles (année) du panel d'observation.  $\varepsilon_{it}$  = le résidu  $i = 1, \dots, 37$  et  $t =$  indice de du temps avec  $t = 2013 \dots \dots \dots 2019$ .

$\varepsilon_{it}$  = le terme de l'erreur.

## **2.2. Méthodes d'estimation de notre recherche.**

Les études récentes faites sur les tics et croissance et leurs relations avec l'énergie électrique utilisent des données de panel au lieu des estimations en coupe transversal. Cette méthode permet d'éviter une perte d'information en exploitant les variations inter et intra pays. Parmi les différentes formes des modèles d'économétrie de panel nous retenons, dans notre étude,

- ✓ Une estimation par MCO (sur données empilées qui servira comme référence aux estimations qui suivent)
- ✓ Une estimation par modèle à effets aléatoire (Mea) qui suppose l'existence d'un effet spécifique à chaque couple de pays  $\mu_{ij}$  qui est aléatoire ce qui donnera lieu à une hétéroscédasticité ;
- ✓ Nous considérons aussi dans notre étude un Modèle à effet aléatoires avec des erreurs autorégressives d'ordre 1 qui associe au problème d'hétéroscédasticité évoqué ci-dessus la possibilité de présence d'auto corrélation temporelle des erreurs ;
- ✓ Et enfin nous utiliserons les méthodes d'estimation des GMM en panel dynamique comme Méthode d'estimation de notre modèle de recherche.

### **2.2.1. Méthode d'estimation du modèle retenu dans notre recherche : méthodes d'estimation des GMM en panel dynamique**

Arellano et Bond (1991) proposent un estimateur plus efficace basé sur l'utilisation d'instruments supplémentaires, déterminant alors un ensemble de conditions sur les moments, d'où le nom d'estimation par la méthode des moments généralisé (MMG). L'estimateur d'Arellano et Bond a été très largement utilisé pour l'estimation de l'ouverture commerciale sur données de panel (par exemple Bond et Meghir, 1994, Jaramillo, Schiantarelli et Weiss, 1996 et Mairesse, Hall et Mulkey, 1999). Les estimations menées par la méthode des MMG utilisent le modèle généralement transformé en termes de différences premières.

### **2.2.2. Particularité de la méthode GMM**

#### **a) GMM en différences premières**

L'estimateur GMM en différences premières d'Arellano et Bond (1991) consiste à prendre pour chaque période la première différence de l'équation à estimer pour éliminer les effets spécifiques individuels. On obtient :  $\Delta y_{i,t} = \beta \Delta y_{i,t-1} + \varphi \Delta X_{i,t} + \Delta \varepsilon_{i,t}$ . Il s'agit ensuite d'instrumenter la variable endogène retardée par ses valeurs passées de 2 périodes et plus. Cependant, cette méthode ne permet pas d'identifier l'effet des facteurs invariants dans le temps. De plus, Blundel et Bond (1998) ont montré à l'aide des simulations de Monte Carlo que l'estimateur GMM en système est plus performant que celui en différences premières, ce dernier donne des résultats biaisés dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles.

#### **b) GMM en système**

L'estimateur GMM en système de Blundel et Bond (1998), combine les équations en différences premières avec les équations en niveau. Les instruments dans l'équation en différences premières sont exprimés en niveau, et vice versa.

$$\begin{cases} \Delta y_{i,t} = \beta \Delta y_{i,t-1} + \varphi \Delta X_{i,t} + \Delta v_t + \Delta \varepsilon_{i,t} \\ y_{i,t} = \beta y_{i,t-1} + \varphi \Delta X_{i,t} + v_t + \varepsilon_{i,t} \end{cases}$$

Les principaux tests en panels dynamiques, reposent sur les hypothèses suivantes, à accepter.

- Test de Sargan :  $H_0$  Les instruments sont valides.
- Absence de corrélation sérielle des résidus.
- $H_1$  : Corrélation négative d'ordre 1 des résidus.
- $H_0$  : Absence de corrélation d'ordre 2 des résidus.

### **2.2.3. Détails des principaux tests en panels dynamiques.**

A l'estimateur des GMM en panel dynamique, on associe généralement trois tests :

#### **i. Le test de validation des instruments de Sargan /Hansen**

C'est un test de validation des instruments on le nomme généralement Hansen-J-test

$H_0$  : insuffisance d'instrument

$H_1$  : suffisance d'instrument

**ii. Critère de décision du test de HANSEN noter H**

- ✓ Si Hansen  $p\text{-value} < 0,10$  alors on rejette  $H_1$ , c'est-à-dire que  $H_0$  est acceptée, il ya insuffisance d'instrument le résultat n'est pas valide.
- ✓ Si Hansen  $p\text{-value} > 0,10$  alors on rejette  $H_0$ , c'est-à-dire que  $H_1$  est acceptée, il ya suffisance d'instrument, le résultat est valide.

**iii. Le test de prolifération des instruments de Sargan /Hansen**

C'est un test qui permet de vérifier que le nombre d'instrument utilisé dans le modèle n'est pas exagéré on nomme généralement Hansen-C-test

$H_0$  : prolifération d'instrument

$H_1$  : pas de prolifération d'instrument

**iv. Critère de décision du test de HANSEN noter H**

- ✓ Si Hansen  $p\text{-value} < 0,10$  alors on rejette  $H_1$ , c'est-à-dire que  $H_0$  est acceptée, il ya prolifération d'instrument le résultat n'est pas valide.
- ✓ Si Hansen  $p\text{-value} > 0,10$  alors on rejette  $H_0$ , c'est-à-dire que  $H_1$  est acceptée, il ya pas de prolifération d'instrument, le résultat est valide.

**v. Le teste Arrello et Bond d'auto corrélation**

Hypothèses

$H_0$  : absence d'auto corrélation des erreurs de l'équation en différence

$H_1$  : présence d'auto corrélation des erreurs de l'équation en différence

**vi. Auto corrélation d'ordre 1 : AR (1)**

- ✓ Si AR1  $p\text{-value} < 0,10$  alors on rejette  $H_0$ , c'est-à-dire que  $H_1$  est acceptée, présence d'auto corrélation des erreurs de l'équation en différence
- ✓ Si AR1  $p\text{-value} > 0,10$  alors on rejette  $H_1$ , c'est-à-dire que  $H_0$  est acceptée, il ya absence d'auto corrélation des erreurs de l'équation en différence

**NB par définition AR (1) doit toujours être vérifié pour que l'on puisse passer à AR (2)**

**vii. Auto corrélation d'ordre 2 : AR (2)**

- ✓ Si AR2  $p\text{-value} < 0,10$  alors on rejette  $H_0$ , c'est-à-dire que  $H_1$  est acceptée, présence d'auto corrélation des erreurs de l'équation en différence

- ✓ Si AR2 p-value > 0,10 alors on rejette H1, c'est-à-dire que H0 est acceptée, il y a absence d'auto corrélation du terme d'erreur

#### **2.2.4. Les logiciels utilisés dans notre recherche**

Dans le cadre de cette recherche nous avons eu recours à deux logiciels différents à savoir STATA.14 et EXCEL.10. L'analyse descriptive à travers les graphiques grâce au logiciel EXCEL version.7 pour décrire la population échantillonnée et l'analyse relationnelle à travers le modèle économétrique pour faire ressortir les liens entre les différentes variables s'est faite grâce au logiciel STATA SE.14. Nous avons sollicité ce logiciel parce qu'il permet d'importer ou d'exporter les données d'un logiciel à l'autre.

Toutes ces analyses descriptives et relationnelles feront l'objet du chapitre IV ci-dessous relatif à la présentation et à l'analyse des résultats.

### **Conclusion du chapitre 3.**

La méthodologie peut se définir comme étant l'étude du bon usage des méthodes et techniques. Il ne suffit pas de les connaître, encore faut-il savoir les utiliser comme il se doit, c'est-à-dire savoir comment les adapter, le plus rigoureusement possible, d'une part à l'objet précis de la recherche ou de l'étude envisagée, et d'autre part aux objectifs poursuivis.

Autrement dit, les méthodes et techniques retenues dans une recherche donnée doivent être les plus aptes à rendre compte du sujet étudié et à mener le chercheur vers les buts qu'il s'est fixés en termes d'aboutissement de son travail. Il est inutile de préciser que cela doit faire l'objet de justifications et d'argumentations serrées de la part du chercheur : pourquoi choisir telle méthode, telles techniques, tels instruments etc. Ce chapitre a été consacré à la présentation des différentes étapes de la recherche, et à la présentation des procédés utilisés pour analyser les données.

## **CHAPITRE 4 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS ET DES RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE DE L'EFFET DU DEVELOPPEMENT FINANCIER SUR L'ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT.**

L'interprétation est l'action d'expliquer une donnée recueillie à partir d'un phénomène, une situation, ou une expérience. Cette interprétation doit apporter l'essentiel de ce que le chercheur aura mis en évidence de façon spécifique. Mais encore une fois, cela ne se fait pas à partir de simples préjugés ou de croyances plus ou moins entachées de bon sens. L'interprétation doit s'inscrire dans au moins trois niveaux qui lui serviront de cadres de référence et d'appui théorique. Enfin, le contexte même de l'enquête et les spécificités de l'univers observé qui doivent constituer la base primordiale de la mise de sens dans les relations entre les faits analysés.

Autrement, l'interprétation aura une allure abstraite et désincarnée ; chaque explication-interprétation doit montrer comment elle s'appuie sur le terrain et comment elle en puise concrètement son sens. La procédure d'interprétation ou grille d'analyse, est un ensemble de cadres référentiels et de connaissances théoriques préalables qui permettra d'effectuer des mises de sens, des synthèses et des généralisations que l'on peut s'estimer le droit, et les capacités, de faire. Il est évidemment bien entendu que cette grille est déjà très largement prédéterminée par la méthode de recueil de données ; elle s'apparentera donc beaucoup aux techniques ethnologiques mais sans en respecter strictement toute la rigueur.

Dans ce chapitre il sera question de présenter le statistique descriptif de l'étude (section1), de présenter les résultats de l'étude, de vérifier les hypothèses (section2).

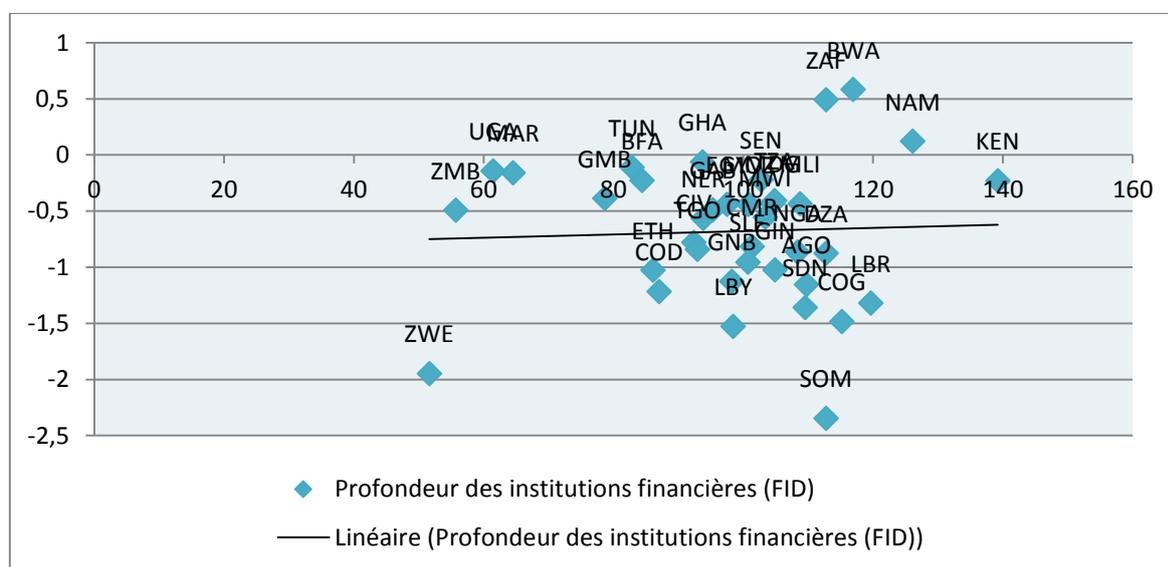
## SECTION 1 : PRESENTATION ET ANALYSE DESCRIPTIVES DES RESULTATS.

### 1.1. Graphique d'évolution des variables de l'étude

Il est question de présenter l'évolution entre le Profondeur des institutions financières (FID), l'accès des institutions financières sur la rente totale (FIA), Efficacité des institutions financières (FIE) et L'économie informelle dans les pays en développement entre 2003-2019,

#### 1.1.1. Évolution entre le Profondeur des institutions financières (FID) et L'économie informelle dans les pays en développement entre 2003-2019.

Graphique 1 : évolution entre FID et L'économie informelle



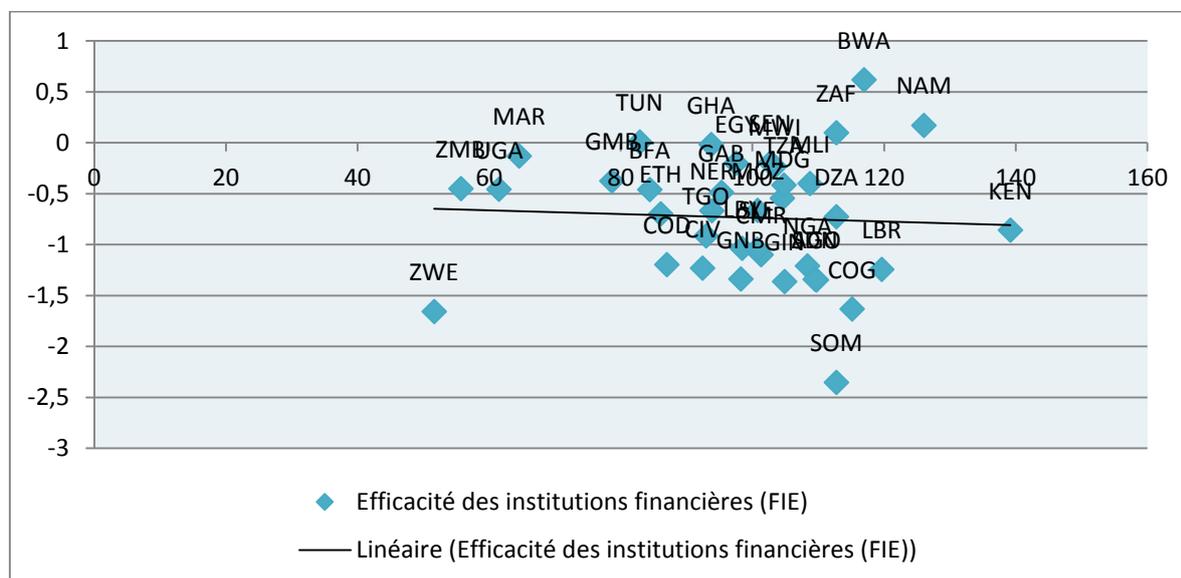
Source : auteur à partir de la base de données.

Ce graphique établit une évolution très concentrée de l'évolution entre la Profondeur des institutions financières (FID) entre 2003-2019 autour de la tendance linéaire légèrement croissante. Cette concentration de la Profondeur des institutions financières (FID) est encore plus forte autour de l'économie informelle dans les pays en développement comme la Côte d'Ivoire, la mali, le Cameroun, Angola, entre 2003-2019 oscillant autour de 100 observable sur l'axe des abscisses. Ce qui signifie que, plus le Profondeur des institutions financières (FID) augmente, plus l'économie informelle dans les pays en développement est élevée.



### 1.1.3. Évolution entre Efficacité des institutions financières (FIE) et L'économie informelle dans les pays en développement entre 2003-2019.

**Graphique 3 :** évolution entre FIE et L'économie informelle



Source : auteur à partir de la base de données.

Ce graphique établit une évolution très concentrée de l'évolution entre l'efficacité des institutions financières (FIE) entre 2003-2019 autour de la tendance linéaire légèrement décroissante. Cette concentration de l'efficacité des institutions financières (FIE) entre 2003-2019 est encore plus perceptible autour de l'économie informelle dans les pays en développement comme l'Egypte, l'Ethiopie, le Congo, le mali, le Cameroun, Angola, entre 2003-2019 oscillant autour de 100 observable sur l'axe des abscisses. Ce qui signifie que, plus l'efficacité des institutions financières (FIE) entre 2003-2019 augmente, moins l'économie informelle dans les pays en développement prospère.

## SECTION 2. ESTIMATION ECONOMETRIQUE DES MODELES DE NOTRE RECHERCHE.

Il est question dans cette section de présenter l'estimation économétrique par les MCO, présentation de l'estimation des différents schémas de variation des paramètres : estimation du modèle à effets fixes et à effets variables et enfin estimation économétrique avec les GMM en système.

### 2.1. Présentation de l'estimation des différents schémas de variation des paramètres : estimation du modèle à effets fixes et à effets variables.

Il est question ici de l'estimation du modèle à effets fixes et de l'Estimation du modèle à effets variable

### 2.1.1. Estimation du modèle à effets fixes et à effet variable

**Tableau n°3** : Estimation du modèle à effets fixes

	modèle à effets fixes	modèle à effet variable
Variables	L'économie informelle dans les pays en développement	L'économie informelle dans les pays en développement
Indice globale des institutions financières (FD_FI)	0.0622	0.0372
	(0.101)	(0.0908)
Profondeur des institutions financières (FID)	-13.14***	-9.643***
	(3.933)	(3.730)
Accès des institutions financières sur la rente totale (FIA)	16.10***	15.46***
	(4.571)	(4.320)
Efficacité des institutions financières (FIE)	-9.845**	-10.78**
	(4.606)	(4.386)
Masse monétaire	-0.0606	-0.114
	(0.0805)	(0.0777)
Crédit privé	0.161**	0.149*
	(0.0793)	(0.0765)
épargne	2.02e-07	2.96e-07
	(3.77e-07)	(3.75e-07)
Prêts bancaire	-0.000717	-1.70e-05
	(0.000775)	(0.000682)
Investissement privée (IPRIVEE)	0.535***	0.556***
	(0.0839)	(0.0822)
crédit domestique (CRED)	0.215***	0.198***
	(0.0548)	(0.0501)
Ouverture commerciale (OUVCOM)	0.0526*	0.0462

	(0.0313)	(0.0300)
taux de change effectif réel (REC)	-0.406	1.582
	(2.955)	(2.721)
taux d'inflation(INFL).	-0.0275	-0.0151
	(0.0717)	(0.0696)
Constant	64.94***	68.97***
	(7.265)	
Observations	520	520
Number of id	35	35
Fisher	6.359	/
Fisher (p-value)	0.000	/
chi2	/	87.15
p-value(chi2)	/	0.000
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1		

**Source :** Auteur, estimations réalisées à partir des données de la Banque Mondiale.

**Notes :** Les valeurs entre parenthèses correspondent à l'écart-type. \*\*\* p<0,01 significatif au seuil de 1%, \*\* p<0,05, significatif au seuil de 5% et \* p<0,1 significatif au seuil de 10%.

**Commentaire1 :** Comme ici pi-value noter Prob=0,000<0,05 (partie encerclée de couleur bleu sur le tableau ci-dessus, on rejette Ho, c'est-à-dire que H1 est acceptée, il y a présence d'effets fixes ou encore absence d'effets aléatoires.

**Commentaire 2 :** Comme ici pi -value noter Prob>chi2=0,000<0,05(partie encerclée de couleur bleu sur le tableau ci-dessus), on rejette Ho, c'est-à-dire que H1 est acceptée, il y a présence d'effets aléatoires ou encore absence d'effets fixes.

**Remarque :** Dans la Présentation de l'estimation des différents schémas de variation des paramètres ci-dessus, on constate que pi-value noter Prob>chi2<0,05. Donc à ce niveau on est indifférent entre faire usage d'une estimation du modèle à effets fixes ou à effets variables. Pour procéder au choix de l'estimation à retenir dans notre travail, on peut procéder au Test de spécification ou tests d'homogénéité de Hausman.

### **2.1.2. Test de spécification ou tests d'homogénéité et choix de l'estimation**

Il est question ici d'effectuer le test de Hausman qui nous orientera sur le choix de l'estimation à faire entre estimation du modèle à effets fixes et à effets variable. Les hypothèses du Test d'Hausman sont :

H0 : présence d'effets aléatoires ou absence d'effets fixes

H1 : présence d'effets fixes ou encore absence d'effets aléatoires

#### **Critère de décision du Test d'Hausman**

On a les critères suivants :

#### **2i) usage du pi –value noter Prob**

- ✓ Si pi-value noter  $Prob > 0,05$  on rejette H1, c'est-à-dire que H0 est acceptée, il ya présence d'effets aléatoire ou encore absence d'effets fixe.
- ✓ Si pi-value noter  $Prob < 0,05$  alors on rejette H0, c'est-à-dire que H1 est acceptée, il y présence d'effets fixes ou absence d'effets aléatoires.

Tableau : Coefficients du Test d'Hausman, Voir tableau ci-dessous du modèle récapitulatif

Conclusion comme ici pi –value noter  $Prob > \chi^2 = 0,0000 < 0,05$ , on rejette H0, c'est-à-dire que H1 est acceptée, il y a présence d'effets fixes ou encore absence d'effets aléatoires. Donc on retiendra pour la suite le modèle à effet fixe.

## **2.2. Estimation économétrique avec les GMM en système.**

Il est question de l'Évaluation de la pertinence du modèle, Présentation des variables exogènes qui sont significatives.

### **2.2.1. Évaluation de la pertinence du modèle GMM en système**

Pour arriver à ces résultats que nous allons vous présenter, On a introduit la variable endogène retardée d'une période dans les variables explicatives notamment l'économie informelle dans les pays en développement c'est-à-dire à t-1, de manière à tester l'effet de Comportements dynamiques. Cette variable endogène retardée est susceptible d'expliquer l'économie informelle dans les pays en développement retardée d'une période par rapport à la période t. Etant donné qu'il y a une multitude de variables capable d'expliquer le phénomène l'économie informelle dans les pays en développement, nous avons choisi 13 qu'on additionne avec la variable retardée. Ce qui nous donne un total de 14 variables indépendantes ou exogène. Toutes ces données sont traitées avec le logiciel STATA 14 et pour les années 2003-2019. D'où donc les résultats obtenus que nous présentons dans un tableau, avant de présenter les variables significatives.

**Tableau 4** : résultats de l'étude du modèle du GMM en système.

	MCO	GMM EN SYSTEME
VARIABLES	L'économie informelle dans les pays en développement	L'économie informelle dans les pays en développement
L'économie informelle dans les pays en développement retardée d'une période (L.economie).	/	0.408*** (0.0744)
Indice globale des institutions financières (FD_FI)	-0.0193 (0.0673)	-0.281* (0.164)
Profondeur des institutions financières (FID)	4.202 (4.274)	4.693 (5.236)
Accès des institutions financières sur la rente totale (FIA)	10.49** (4.346)	21.04*** (6.956)
Efficacité des institutions financières (FIE)	-22.61*** (3.970)	-21.89*** (6.917)
Masse monétaire	-0.434*** (0.0769)	-0.149 (0.104)
Crédit prive	0.0612 (0.0830)	-0.0108 (0.0935)
épargne	9.29e-07*** (2.97e-07)	5.45* (3.20e-07)

*DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT.*

Prêts bancaire	0.00206***	-0.000759
	(0.000437)	(0.00134)
Investissement privée (IPRIVEE)	0.841***	0.0193
	(0.0931)	(0.0920)
crédit domestique (CRED)	0.211***	-0.0463
	(0.0332)	(0.0672)
Ouverture commerciale (OUVCOM)	0.0241	0.0128
	(0.0256)	(0.0298)
taux de change effectif réel (REC)	8.552***	3.157
	(1.968)	(5.687)
taux d'inflation(INFL).	0.144*	0.0869
	(0.0758)	(0.141)
Constant	75.71***	-654.8
	(7.006)	(596.7)
R-squared	0.330	/
F	18.82	/
Fisher MCO (p-value)	0.000	/
Observations	520	520
Nombre de pays ou Number of id		35
F	/	11.37
Fisher GMM (p-value)	/	0.000
Hansen j-test (P-value)	/	0.915

Hansen c-test/Sargan (P-value)	/	441.4
AR2 (P-value)	/	0.755
AR1 (P-value)	/	0.000380
Test d'Hausman	/	45.99
Hausman (P-value)		0.000

**Source** : Auteur, estimations réalisées à partir des données de la Banque Mondiale.

**Notes** : Les valeurs entre parenthèses correspondent à l'écart-type. \*\*\*  $p < 0,01$  significatif au seuil de 1%, \*\*  $p < 0,05$ , significatif au seuil de 5% et \*  $p < 0,1$  significatif au seuil de 10%.

### **2.2.2. Interprétation des résultats**

Dans l'ensemble, les résultats présentés dans le tableau ci-dessus sont satisfaisant sur le plan économétrique. Le test de Fisher nous permet de conclure que notre modèle est globalement et fortement significatif. En effet, la p-value associée à cette statistique ( $\text{prob} > F=0,000$ ) ou encore Fisher (p-value) est inférieur au seuil de 1% pour notre estimation.

A l'estimateur des GMM en panel dynamique, on associe deux tests :

#### **2.2.2.1. Le test de validation des instruments de SARGAN /HANSEN**

Au regard des résultats ci-dessus on constate que Hansen j-test =  $0.915 > 0,10$  alors on rejette  $H_0$ , c'est-à-dire que  $H_1$  est acceptée, il y a suffisance d'instrument retenu pour le test. Et on constate aussi que Hansen c-test =  $441.4 > 0,10$  alors on rejette  $H_0$ , c'est-à-dire que  $H_1$  est acceptée, pas de prolifération d'instrument retenu pour le test. Et enfin que AR2 (P-value) =  $0.755 > 0,10$  alors on rejette  $H_1$ , c'est-à-dire que  $H_0$  est acceptée, il y a absence d'auto corrélation du terme d'erreur.

### **2.3. Présentation des variables exogènes qui sont significatives**

A Partir de ces résultats que nous avons présentés dans ce tableau, nous pouvons déjà présenter les différentes variables exogènes qui sont significatives, c'est-à-dire qui expliquent L'économie informelle dans les pays en développement. Il y a d'abord L'économie informelle dans les pays en développement retardée d'une période au seuil de 1% c'est-à-dire \*\*\*  $P < 0.01$  ; Indice globale des institutions financières (FD\_FI) au seuil de 10% c'est-à-dire \*  $P < 0.01$  ; Accès des institutions financières sur la rente totale (FIA) au seuil de 1% c'est-à-dire \*\*\*  $P < 0.01$  ; Efficacité des institutions financières (FIE) au seuil de 1% c'est-à-dire \*\*\*  $P < 0.01$  ; et enfin épargne au seuil de 10% c'est-à-dire \*  $P < 0.1$ .

### **Commentaires des résultats du modèle GMM en système.**

Ces variables, sont celles qui sont significatives et par conséquent sont susceptibles d'expliquer L'économie informelle dans les pays en développement pour ce qui concerne notre étude. C'est à partir de ces variables significatives, que nous pourrions affirmer ou infirmer notre hypothèse. Le modèle étant à constante commune ou unique, il n'y a donc pas d'effet individuel propre à chaque pays. Ce qui traduit une certaine homogénéité du comportement des différents pays par rapport à L'économie informelle dans les pays en développement.

#### ➤ **Premier série de résultat (HR1).**

D'après les résultats que nous avons obtenus dans le tableau ci-dessus, nous constatons que la variable dépendante du modèle qui est l'économie informelle dans les pays en développement est plus expliquée par la variable Profondeur des institutions financières (FID) car le coefficient associé à cette variable est positif et vaut ( $\beta = + 4.693$ ) pour des seuils de significativité de 1% ; 5% et 10%. **Ce qui confirme notre hypothèse de recherche H1, selon laquelle, la profondeur financière a un effet sur l'économie informelle dans les pays en développement.**

#### ➤ **Deuxième série de résultat**

D'après les résultats que nous avons obtenus dans le tableau ci-dessus, nous constatons que la variable dépendante du modèle l'économie informelle dans les pays en développement est plus expliquée par la variable : Accès des institutions financières (FIA) car le coefficient associé à cette variable est positif et vaut ( $\beta = + 21.04$ ) pour des seuils de significativité de 1% ; 5% et 10%.

De même D'après les résultats que nous avons obtenus dans le tableau ci-dessus, nous constatons que la variable dépendante du modèle l'économie informelle dans les pays en développement est moins expliquée par la variable : Efficacité des institutions financières (FIE) car le coefficient associé à cette variable est négatif et vaut ( $\beta = -21.89$ ) pour des seuils de significativité de 1% ; 5% et 10%.

**Ce qui confirme notre hypothèse de recherche H2, selon laquelle, l'accès financier et efficacité financière ont une influence sur l'économie informelle dans les pays en développement.**

#### ➤ **Troisième série de résultat : les variables de contrôle.**

D'après les résultats que nous avons obtenus dans le tableau ci-dessus, nous constatons que la variable dépendante du modèle l'économie informelle dans les pays en développement

est plus expliquée par la variable : épargne car le coefficient associé à cette variable est positif et vaut ( $\beta = + 5.45$ ) ; Investissement privée (IPRIVEE) car le coefficient associé à cette variable est positif et vaut ( $\beta = + 0.0193$ ) ; Ouverture commerciale (OUVCOM) car le coefficient associé à cette variable est positif et vaut ( $\beta = + 0.0128$ ) ; taux de change effectif réel (REC) car le coefficient associé à cette variable est positif et vaut ( $\beta = + 3.157$ ) ; taux d'inflation(INFL) car le coefficient associé à cette variable est positif et vaut ( $\beta = + 0.0869$ ).

De même D'après les résultats que nous avons obtenus dans le tableau ci-dessus, nous constatons que la variable dépendante du modèle l'économie informelle dans les pays en développement est moins expliquée par la variable : Indice globale des institutions financières (FD\_FI) car le coefficient associé à cette variable est négatif et vaut ( $\beta = -0.281$ ) ; Masse monétaire car le coefficient associé à cette variable est négatif et vaut ( $\beta = -0.149$ ) ; Crédit privé car le coefficient associé à cette variable est négatif et vaut ( $\beta = -0.0108$ ) ; Prêts bancaire car le coefficient associé à cette variable est négatif et vaut ( $\beta = -0.000759$ ) ; crédit domestique (CRED) car le coefficient associé à cette variable est négatif et vaut ( $\beta = -0.0463$ ) pour des seuils de significativité de 1% ; 5% et 10%.

### **Commentaire et discussion de nos résultats**

Sur un plan purement économique cela traduit simplement qu'épargne ; Investissement privée (IPRIVEE) ; Ouverture commerciale (OUVCOM) ; Taux de change effectif réel (REC) ; taux d'inflation(INFL) sont aussi des variables importante d'évaluation ou d'explication de l'économie informelle dans les pays en développement d'où le signe positif ou le plus devant leur paramètre et leur apport doivent être prise en compte dans l'organisation et l'économie informelle dans les pays en développement.

Par contre l'indice globale des institutions financières (FD\_FI) ; la Masse monétaire ; le Crédit privé ; Prêts bancaire ; crédit domestique (CRED) sont aussi des variables d'évaluation ou d'explication de l'économie informelle dans les pays en développement mais leur prise est encore moindre dans l'explication l'économie informelle dans les pays en développement.

## **Conclusion du chapitre 4**

La recherche scientifique, que ce soit dans le cadre d'un mémoire, d'une thèse ou toute autre forme de travail à caractère académique, consiste, à partir d'une interrogation, d'une énigme, d'une insuffisance de compréhension d'un phénomène, d'un vide dans une théorie... à construire une articulation complète de cette interrogation de façon à la transformer en questions qui peuvent être renseignées et traitées dans le cadre d'un champ de connaissance précis (telle la science économique par exemple).

La recherche est donc une contribution, aussi petite ou modeste soit-elle, à l'édifice des connaissances générales sur les différents aspects de la réalité. Dans ce chapitre, il a été question de tester les hypothèses spécifiques de recherche émises en vue de voir si oui ou non notre hypothèse générale est confirmée. Ensuite il a été question d'interpréter les résultats de l'analyse avant de clôturer ce chapitre par les suggestions qui nous permettront d'envisager de nouvelles perspectives notre thème de recherche.

## **CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS**

En définitive, l'objectif de notre travail est c'est d'apprécier le rôle de développement financier dans la réduction de l'économie informelle dans les pays en développement au cours de la période 2003-2019. A cet objectif principal, ont été associés deux objectifs secondaires parmi lesquels : Vérifier l'effet de la profondeur financière sur de l'économie informelle dans les pays en développement et Vérifier l'effet de l'accès financier et efficacité financière sur l'économie informelle dans les pays en développement. En cohérence avec ces objectifs, nous avons organisé notre travail autour de deux grande parties ayant chacune deux chapitres à savoir : cadre théorique de l'effet de développement financier sur économie informelle au Cameroun (première partie) dans lequel l'on retrouve l'approche conceptuelle de l'effet de développement financier sur économie informelle dans les pays en développement (chapitre 1) et des théories relatives de l'effet développement financier et économie informelle dans les pays en développement (chapitre 2).

Ensuite le cadre empirique de l'effet de de l'effet développement financier sur économie informelle dans les pays en développement (deuxième partie), ou l'on retrouve une approche méthodologique de de l'effet de de l'effet développement financier sur économie informelle au Cameroun (chapitre 3) et l'analyse des résultats de l'étude de l'effet de de l'effet développement financier sur économie informelle dans les pays en développement (chapitre 4).

Dans le but de concrétiser ces objectifs, nous avons formulé des hypothèses théoriques que nous avons soumises à l'épreuve des données dans les chapitres 4 de notre travail. Pour cela, nous avons principalement eu recours à des données de sources secondaires de la Banque Mondiale (WDI, 2019). Pour atteindre chacun des objectifs formulés, nous avons eu recours à la méthode des moments généralisés en système (GMM) d'Arellano-Bover (1995) / Blundell-Bond (1998). De ces estimations, il ressort les principaux résultats suivants :

Premièrement, D'après les résultats que nous avons obtenus, nous constatons que la variable dépendante du modèle qui est l'économie informelle dans les pays en développement est plus expliquée par la variable Profondeur des institutions financières (FID) car le coefficient associé à cette variable est positif et vaut ( $\beta = + 4.693$ ) pour des seuils de significativité de 1% ; 5% et 10%. **Ce qui confirme notre hypothèse de recherche**

**H1, selon laquelle, la profondeur financière a un effet sur l'économie informelle dans les pays en développement.**

Des résultats sensiblement similaires avait déjà été établi par Abdoullahi (2016), En effet, à l'aide d'un panel de 30 pays d'Afrique subsaharienne de 1976 à 2010 et un éventail d'indicateurs de développement financier, Abdoullahi (2016) étudie la relation entre l'intégration financière internationale, le développement financier et la croissance. Il conclut que l'intégration financière internationale agit positivement sur la croissance économique à travers son impact positif sur le développement financier. Cependant il trouve que son effet direct sur la croissance est négatif. De même, Ibrahim et Alagide de (2017) examinent le rôle du développement financier dans la volatilité du cycle économique.

Deuxièmement, D'après les résultats que nous avons obtenus dans le tableau ci-dessus, nous constatons que la variable dépendante du modèle l'économie informelle dans les pays en développement est plus expliquée par la variable : Accès des institutions financières (FIA) car le coefficient associé à cette variable est positif et vaut ( $\beta = + 21.04$ ) pour des seuils de significativité de 1% ; 5% et 10%.

De même D'après les résultats que nous avons obtenus dans le tableau ci-dessus, nous constatons que la variable dépendante du modèle l'économie informelle dans les pays en développement est moins expliquée par la variable : Efficacité des institutions financières (FIE) car le coefficient associé à cette variable est négatif et vaut ( $\beta = -21.89$ ) pour des seuils de significativité de 1% ; 5% et 10%.

**Ce qui confirme notre hypothèse de recherche H2, selon laquelle, l'accès financier et efficacité financière ont une influence sur l'économie informelle dans les pays en développement.**

Des résultats allant dans le même ordre d'idée avait déjà été établi par Misati et Nyamongo (2012), en effet, Dans le contexte des pays africains, des résultats ambigus sont aussi observés. Sur un échantillon composé de 34 pays d'Afrique Subsaharienne, Misati et Nyamongo (2012) concluent que la libéralisation financière affecte positivement la croissance économique. Cependant, cet effet positif est réduit par la volatilité du système financier que la libéralisation génère. Plus récemment, Ousmanou (2017) analyse une problématique similaire en considérant un échantillon plus large de 45 pays d'Afrique.

Il utilise une spécification non linéaire et établit que la libéralisation financière n'affecte que la croissance économique des pays ayant entrepris des réformes institutionnelles améliorant le système éducatif, à la stabilité macroéconomique et à la gouvernance. Dans le

même sillage, sur un échantillon plus large, Keho (2012) montre que le développement financier ne contribue pas à la croissance des pays de l'UEMOA. Il explique ce résultat par la faiblesse de la profondeur du secteur financier des pays étudiés.

- **Principal enseignement de ce mémoire**

Le principal enseignement de ce mémoire est que sur un plan purement économique cela traduit simplement que épargne; Investissement privée (IPRIVEE) ; Ouverture commerciale (OUVCOM); Taux de change effectif réel (REC) ; taux d'inflation(INFL) sont aussi des variables importante d'évaluation ou d'explication de l'économie informelle dans les pays en développement d'où le signe positif ou le plus devant leur paramètre et leur apport doivent être prise en compte dans l'organisation et l'économie informelle dans les pays en développement.

Par contre l'indice globale des institutions financières (FD\_FI) ; la Masse monétaire ; le Crédit privé ; Prêts bancaire ; crédit domestique (CRED) sont aussi des variables d'évaluation ou d'explication de l'économie informelle dans les pays en développement mais leur prise est encore moindre dans l'explication l'économie informelle dans les pays en développement.

- **Les recommandations**

De ce qui précède, nous formulons les recommandations de politique économique suivante :

- Que les pays en développement dans l'organisation de leur système financier élaborent des mécanismes pour stimuler l'épargne et Investissement privée (IPRIVEE) ;
- Que les accords sur l'Ouverture commerciale (OUVCOM) prennent en compte le Taux de change effectif réel (REC), ainsi que le taux d'inflation(INFL) des différents pays.
- Que les pays en développement dans l'organisation de leur système financier contrôle mieux l'indice globale des institutions financières (FD\_FI) ; la Masse monétaire ; le Crédit privé ; Prêts bancaire ainsi que le crédit domestique (CRED).

- **Difficultés Rencontrées**

Les difficultés auxquelles nous avons été confrontés sont :

- Le manque de moyen financier pour se procurer une documentions suffisante sur le thème ;
- La disponibilité suffisante des données sur notre thème de recherche

- **Les avenues futures de recherche**

Cette étude recherche de liaison ou de relation permet de poser les amorces de plusieurs recherches futures, elle s'est limitée par exemple au cas spécifique de « développement financier et économie informelle dans les pays en développement ».il serait intéressant de mener la même étude dans d'autres contextes pour mesurer par exemple « développement financier et économie informelle en zone CEMAC ».

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### A

**Allen, N. J., and Meyer, J. P. (1990).** « The measurement and antecedents of affective, continuance and normative commitment to the organization ». *Journal of occupational psychology*, 63(1), 1-18.

**Abrokwa (2000)** 647 « anticipated socioeconomic and political growth, Africa should adopt its own definition of development and the strategies neces ».

**Al Mamun, A. and Fazal, S.A. (2018),** "Effect of entrepreneurial orientation on competency and micro-enterprise performance", *Asia Pacific*

**Aziz N. Berdiev and James Saunoris (2016)** « Financial development and the shadow economy: A panel VAR analysis ». *Economic Modelling*, 2016, vol. 57, issue C .

**Alain Morice. (1982).** « Les travailleurs non salariés en afrique »,pp24-25.

**Aghion P and Howitt P (1992).** « A Model of Growth through Creative Destruction », *Econometrica*, vol. 60, n° 2, 03.1992, pp 323-351.

### B

**Berry, L.L. (2000)** Cultivating Service Brand Equity. *Journal of the Academy of Marketing Science*, 28, 128-137. <https://doi.org/10.1177/0092070300281012>

**Blackburn, J.S., Liu, S., Raiser, D.M., Martinez, S.A., Feng, H., Meeker, N.D., Gentry, J., Neuberger, D., Look, A.T., Ramaswamy, S., Bernardis, A., Trede, N.S., and Langenau, D.M.(2012).** «Notch signaling expands a pre-malignant pool of T-cell acute lymphoblastic leukemia clones without affecting leukemia-propagating cell frequency », *Leukemia* 26(9): 2069-2078 (Journal).

**Benjamin, Nancy; Mbaye, Ahmadou Aly. (2012).** « Les entreprises informelles de l'Afrique de l'ouest francophone : Taille, productivité et institutions ». *Africa Development Forum*. Washington, DC: World Bank and Agence Française de Développement. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/9364> License: CC BY 3.0 IGO.”.

**Bencivenga and B. D. Smith (1991).** « Financial intermediation and endogeneous growth », *Review of Economic Studies*, avril, vol. 58, n° 2, pp.

### C

**Corinne Deléchat and Leandro Medina.(2020)** « L'évolution de l'économie informelle au cours du XXIe siècle », ISBN : 978-1-51357-591-9, numérique ; broché, 15x23 cm.

## **D**

**Demirgüç-Kunt A. and Maksimovic V** Law, (1998) «Finance, and Firm Growth” *The Journal of Finance*, vol. 53, n° 6, 12., p 2107.

**Domingo Maldonado, Jr.,**( 1987). «À Minor, BY His Mother and Next Friend, ». Rose Maldonado and Rose Maldonado and Domingo Maldonado, Appellants (Plaintiffs below), v. Alton GILL, Appellee (Defendant below). No. 3-1085-A-285.

**Diamond, Douglas W and Dybvig, Philip H, (1983).** « Bank Runs, Deposit Insurance, and Liquidity » *Journal of Political Economy*, University of Chicago Press, vol.

## **F**

**Field, A. (2005)** « Reliability analysis. In: Field », A., Ed., *Discovering Statistics Using spss*. 2nd Edition, Sage, London, Chapter 15. *Journal of Diabetes Mellitus*, Vol.3 No.3, July 22,

## **G**

**Gelinas G.B.,** « Et si le tiers monde s'autofinanciaient » Ed. Dunod, Paris 1987, p.147

**Galetovic A (1996).** «Specialization, Intermediation, and Growth », *Journal of Monetary Economics*, vol. 38, n° 3, 12., pp 550551.

**Grimm, O., Zini, V.S., Kim, Y., Casanova, J., Shvartsman, S.Y., Wieschaus, E. (2012).** Torso RTK controls Capicua degradation by changing its subcellular localization. *Development* 139(21): 3962--3968.

**Gujarati D.N. and Porter D.C(2010).** « *Essentials of Econometrics* » McGraw-Hill, Boston, 4ème éd., 2010.

## **H**

**Hugon, P.,** « Economie du tiers monde » Ed. L'Harmattan, 2018, p. 112.

**Huang Y (2010).** «*Determinants of Financial Development*» Palgrave Macmillan, Hampshire, p 10.

## **J**

**Jean-Pierre CLING. Mireille RAZAFINDRAKOTO. Stéphane LAGRÉE(2012).** « L'économie informelle dans les pays en développement ». collection, Conférences & Séminaires, 2118-3872, numéro : 6.

## **K**

**King R.G. and Levine R (1993).** «Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right” *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 108, n° 3, 08., pp 717-737.

**Katsiaryna Svirydzenka .(2016).** « Introducing a New Broad-based Index of Financial Development », Publication Date: January 12, 2016. Electronic Access.

## L

**La Porta R., Lopez-de-Silanes F., Shleifer A. & Vishny R(1997).** « Legal Determinants of External Finance » *The Journal of Finance*, vol. 52, n° 3, 07.1997, pp 1131-1150.

**Lautier B. (2006).** « Économie informelle », in J-L Laville, A.D. Cattani, ... in *Urban Development* », *World development*, 6, n°9-10, p.1041-1064.

**La Porta R., Lopez-de-Silanes F. & Shleifer A.(2008).** «The Economic Consequences of Legal Origins» *Journal of Economic Literature*, vol. 46, n° 2, 06., p 286.

## M

**Medina, L. and Schneider, F. (2018).** *Shadow Economies around the World: What Did We Learn over the Last 20 Years?* African Department, IMF Working Papers 18/17.

**Minagri (2000).** « Projet d'appui au programme de microfinance: rapport de pré évaluation », *Ministère de l'agriculture et du développement rural*, République du Cameroun, Yaoundé.

**Yaron, Jacob, 1992.** « Rural finance in developing countries », Policy Research Working Paper Series 875, The World Bank. Handle: RePEc:wbk:wbrwps:875. as.

**Maxwell J. Fry.(1995).** « Financial Development in Asia: some analytical issues », <https://doi.org/10.1111/j.1467-8411.1995.tb00103.x>.

## P

**Prosper Backiny-Yetna (2009).** « Secteur informel, fiscalité et équité: l'exemple du Cameroun »

**Portes et al. (1989)** « growing consensus that the informal economy in developed countries has been expanding since the late 1980s ». *Societies*, 12:1, 3-23, DOI: 10.1080/14616690903042724

**Portes et al. (1989; Schneider and. Enste (2000).** « growing consensus that the informal economy in developed countries has been expanding since the late 1980s »

## R

**Ross Levine (2005).** « Finance and Growth: Theory and Evidence », DOI 10.3386/w10766 Issue Date September 2004.

## S

**Sethuraman** cite par le prof. Dr Mutombo, K. « Mutations économiques » de l'économie informelle, à l'économie informelle rurale, Thèse de Doctorat, 2017, p.37

## Z

**Zoran Slavnic PhD (2010).** « political economy of informalization » ,*European societies*, 12:1, 3-23, doi: 10.1080/14616690903042724.

## TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT .....	i
SOMMAIRE .....	ii
DEDICACE .....	iii
REMERCIEMENTS .....	iv
LISTE DES ABREVIATIONS .....	v
LISTE DES GRAPHIQUES .....	vi
LISTE DES TABLEAUX .....	vii
RESUME .....	viii
ABSTRACT .....	ix
INTRODUCTION GENERALE .....	1
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE. ....	1
2. PROBLEMATIQUE. ....	4
2.1. Question principale. ....	7
2.2. Questions secondaires. ....	7
3. OBJECTIF DE L'ETUDE. ....	8
3.1. Objectif Général .....	8
3.2. Objectifs spécifiques .....	8
4. HYPOTHESES DE RECHERCHE .....	8
4.1. Hypothèse Générale de Recherche .....	8
4.2. Hypothèses Spécifiques de Recherche .....	8
5. L'INTERET DE L'ETUDE .....	9
5.1. Sur le plan pratique .....	9
5.2. Sur le plan fondamental .....	9
6. Cadre méthodologique .....	9
6.1. Description et source des variables .....	9
6.2. Méthode d'estimation. ....	10
6.3. Les logiciels utilisés dans notre recherche .....	10
7. PLAN DU MEMOIRE. ....	10
PARTIE 1 : GENERALITES SUR LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT .....	11
CHAPITRE 1 : APPROCHE CONTEXTUELLE DU DEVELOPPEMENT FINANCIER .....	12
SECTION 1 : CONCEPT DE DEVELOPPEMENT FINANCIER .....	12
1.1 Définition et présentation du concept de développement financier. ....	12
1.2. Les fonctions des systèmes financiers .....	13
1.2.1. La mobilisation du Capital ou transfert des ressources .....	13

1.2.2. L'acheminement des ressources des épargnants aux investissements les plus rentables .....	13
1.2.3. La mise en commun des ressources et la subdivision de propriété.....	14
1.2.4. La maîtrise et le partage du risque .....	14
1.2.5. La facilitation des paiements.....	15
1.2.6. La collecte et le traitement de l'information.....	15
1.2.7. La gestion des problèmes d'incitation .....	16
SECTION 2. CONCEPT ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT.....	17
2.1. Définitions et présentation du concept d'économie informelle.....	17
2.2. Économie informelle et l'État .....	19
Conclusion du chapitre 1 .....	21
CHAPITRE 2 : RELATION ENTRE LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT .....	22
SECTION 1 : LES DETERMINANTS DU DEVELOPPEMENT FINANCIER.....	22
1.1. La Théorie du "Droit et la Finance" .....	22
1.2. Revue de littérature sur l'économie informelle.....	23
1.2.1. Ecole dualiste .....	23
1.2.1.1. Modèle de Lewis.....	24
1.2.1.2. Ecole structuraliste .....	24
SECTION 2 : TRAVAUX EMPIRIQUES .....	25
2.1. Caractéristiques de l'économie informelle et diverses opinions .....	25
2.1.1. Caractéristiques de l'économie informelle .....	25
2.1.2. Opinions sur l'économie informelle.....	26
2.1.2.1. Combattre l'économie informelle.....	27
2.2. Favoriser la croissance de l'économie informelle.....	27
Conclusion du chapitre 2 .....	30
PARTIE 2 : DEMARCHE EMPIRIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT .....	31
SECTION 1 : LA POSTURE EPISTEMOLOGIQUE DE LA RECHERCHE .....	32
1.1. Positionnement épistémologique de la recherche .....	32
1.1.1. Choix et justification des outils d'enquête. ....	33
1.1.1.1. La recherche Documentaire.....	33
1.1.1.2. La récupération des données secondaires : description de la base de données. ....	33
1.2. LA POPULATION DE L'ETUDE .....	33
1.2.2.1. L'échantillon .....	34
SECTION2 : DEFINITION DES VARIABLES, PRESENTATION DU TEST DES HYPOTHESES ET DE LA METHODE D'ESTIMATION. ....	34
2.1. Définition des variables, la méthode d'analyse et présentation du logiciel utilisé dans notre recherche. ....	34

2.1.1. Description des variables.....	35
2.1.2. Ecriture économétrique des modèles .....	35
2.2. Méthodes d'estimation de notre recherche. ....	37
2.2.1. Méthode d'estimation du modèle retenu dans notre recherche : méthodes d'estimation des GMM en panel dynamique.....	37
2.2.2. Particularité de la méthode GMM .....	38
2.2.3. Détails des principaux tests en panels dynamiques. ....	38
2.2.4. Les logiciels utilisés dans notre recherche .....	40
Conclusion du chapitre 3. ....	41
CHAPITRE 4 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS ET DES RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE DE L'EFFET DU DEVELOPPEMENT FINANCIER SUR L'ECONOMIE INFORMELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT. ....	42
SECTION 1 : PRESENTATION ET ANALYSE DESCRIPTIVES DES RESULTATS.....	43
1.1. Graphique d'évolution des variables de l'étude .....	43
1.1.1. Évolution entre le Profondeur des institutions financières (FID) et L'économie informelle dans les pays en développement entre 2003-2019.....	43
1.1.2. Évolution entre l'accès des institutions financières sur la rente totale (FIA) et L'économie informelle dans les pays en développement entre 2003-2019.....	44
1.1.3. Évolution entre Efficacité des institutions financières (FIE) et L'économie informelle dans les pays en développement entre 2003-2019. ....	45
SECTION 2. ESTIMATION ECONOMETRIQUE DES MODELES DE NOTRE RECHERCHE.....	45
2.1. Présentation de l'estimation des différents schémas de variation des paramètres : estimation du modèle à effets fixes et à effets variables.....	45
2.1.1. Estimation du modèle à effets fixes et à effet variable .....	46
2.1.2. Test de spécification ou tests d'homogénéité et choix de l'estimation.....	48
2.2. Estimation économétrique avec les GMM en système. ....	48
2.2.1. Évaluation de la pertinence du modèle GMM en système .....	48
2.2.2. Interprétation des résultats .....	51
2.2.2.1. Le test de validation des instruments de SARGAN /HANSEN .....	51
2.3. Présentation des variables exogènes qui sont significatives.....	51
Conclusion du chapitre 4 .....	54
CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS .....	55
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	xī
TABLE DES MATIERES .....	xīv